

Rapport de la

DOUZIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

Athènes, Grèce, 22-27 septembre 1980



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Etats Membres de la FAO dans la Région européenne (au 27 septembre 1980)

Albanie	Grèce	Pologne
Allemagne, Rép. féd. d'	Hongrie	Portugal
Autriche	Irlande	Roumanie
Belgique	Islande	Royaume-Uni
Bulgarie	Israël	Suède
Chypre	Italie	Suisse
Danemark	Luxembourg	Tchécoslovaquie
Espagne	Malte	Turquie
Finlande	Norvège	Yougoslavie
France	Pays-Bas	

Date et lieu des Conférences régionales de la FAO pour l'Europe

Première	—	Rome, Italie, 10-15 octobre 1949
Deuxième	—	Rome, Italie, 10-15 octobre 1960
Troisième	—	Rome, Italie, 8-13 octobre 1962
Quatrième	—	Salzbourg, Autriche, 26-31 octobre 1964
Cinquième	—	Séville, Espagne, 5-11 octobre 1964
Sixième	—	Saint Julian, Malte, 28-31 octobre 1968
Septième	—	Budapest, Hongrie, 21-25 septembre 1970
Huitième	—	Munich, République fédérale d'Allemagne, 18-23 septembre 1972
Neuvième	—	Lausanne, Suisse, 7-12 octobre 1974
Dixième	—	Bucarest, Roumanie, 20-25 septembre 1976
Onzième	—	Lisbonne, Portugal, 2-7 octobre 1978
Douzième	—	Athènes, Grèce, 22-27 septembre 1980

RAPPORT
de la

DOUZIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE
(en coopération avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe)

Athènes, Grèce
22 - 27 septembre 1980

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
Rome, 1978

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION	
Organisation de la Conférence	1 - 10
Cérémonie d'ouverture	11 - 13
Election du président, des vice-présidents et du rapporteur	14 - 18
Déclaration du Président	19 - 21
Adoption de l'ordre du jour	22
Clôture de la Conférence	23 - 27
RESUME DES DEBATS	
Allocution du Directeur général	28 - 32
Déclaration du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial	33 - 34
Déclaration du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe	35
Débat général à la suite du discours du Directeur général	36 - 43
Examen et suivi dans la région des actions découlant du programme d'action de la CMRADR	44 - 51
Incidences régionales de l'action internationale visant à renforcer la sécurité alimentaire mondiale	52 - 64
Examen des activités européennes	65 - 86
Politiques et problèmes de la main-d'oeuvre agricole dans la région européenne	87 - 109
Représentation de l'Europe au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCPRAI)	110
AUTRES QUESTIONS	111
DATE ET LIEU DE LA TREIZIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE	112 - 114

ANNEXES

- A. ORDRE DU JOUR
- B. LISTE DES PARTICIPANTS
- C. LISTE DES DOCUMENTS
- D. ALLOCUTION DE MONSIEUR EDOUARD SAOUMA, DIRECTEUR GENERAL

INTRODUCTION

Organisation de la Conférence

1. La deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, organisée en collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, s'est tenue à Athènes (Grèce) au Zappeion Megaron, du 22 au 27 septembre 1980, à l'aimable invitation du Gouvernement de la République de Grèce.

2. Ont participé à la Conférence les délégations de 26 Etats Membres de la Région européenne, à savoir:

Albanie	France	Portugal
Allemagne, Rép. féd. d'	Grèce	Roumanie
Autriche	Hongrie	Royaume-Uni
Belgique	Islande	Suède
Bulgarie	Israël	Suisse
Chypre	Italie	Tchécoslovaquie
Danemark	Norvège	Turquie
Espagne	Pays-Bas	Yougoslavie
Finlande	Pologne	

3. En outre, l'Etat Membre suivant d'une autre région a envoyé des observateurs:

Etats-Unis d'Amérique

4. Le Membre ci-après des Nations Unies qui n'appartient pas à la FAO mais fait partie de la Commission économique pour l'Europe, a participé à la session en qualité d'observateur:

République démocratique allemande

5. Un observateur du Saint-Siège a aussi assisté aux travaux.

6. Ont également assisté à la Conférence des représentants des organisations et institutions ci-après du système des Nations Unies:

Programme des Nations Unies pour le Développement
Programme alimentaire mondial
Fonds international de développement agricole
Agence internationale de l'énergie atomique
Conseil mondial de l'alimentation

7. Des représentants de la Communauté économique européenne étaient également présents.

8. Des observateurs des organisations intergouvernementales ci-après ont assisté à la Conférence:

Conseil de l'Europe
Organisation de coopération et de développement économiques

9. Les organisations non gouvernementales suivantes ont envoyé des observateurs à la Conférence:

Commission internationale du génie rural
Confédération internationale des syndicats libres
Fédération internationale des producteurs agricoles
Fédération internationale de l'économie familiale

Fédération internationale des travailleurs des plantations de l'agriculture
et des secteurs connexes
Union internationale des organismes familiaux
Union internationale des syndicats des travailleurs de l'agriculture, des
forêts et des plantations
Fédération syndicale mondiale

10. La liste des participants figure à l'Annexe B.

Cérémonie d'ouverture

11. En accueillant le Premier Ministre de Grèce, Son Excellence M. George Rallis, pour l'inauguration officielle de la douzième Conférence régionale pour l'Europe, le Directeur général de la FAO, M. E. Saouma, a également souhaité la bienvenue aux délégués et observateurs présents. Il a remercié le Gouvernement de la Grèce d'avoir invité la Conférence à Athènes et lui a exprimé sa gratitude pour l'hospitalité qu'il a bien voulu prodiguer. En priant M. G. Rallis de prendre la parole pour inaugurer la Conférence, il a tenu à souligner que sa présence à cette cérémonie témoignait de l'intérêt particulier que le Gouvernement grec attachait aux problèmes du développement ainsi que de la confiance de la Grèce en l'action de la FAO.

12. Après avoir souhaité la bienvenue aux délégués à la Conférence et rendu hommage à l'activité créatrice déployée par le Directeur général pour promouvoir les objectifs de l'Organisation, le Premier Ministre a apporté le soutien de son pays à l'oeuvre de la FAO qui vise à instaurer un Nouvel ordre économique international et un nouveau système de distribution mondiale des produits alimentaires. Il a demandé qu'une aide technique et économique plus généreuse soit offerte aux pays en développement et a déclaré que la Grèce étudie des mécanismes pour fournir l'aide technique et scientifique au tiers monde sous une forme mieux organisée. Le Premier Ministre a appuyé le Plan d'action de la FAO pour la sécurité alimentaire mondiale et a souligné la nécessité d'accroître les ressources du Fonds international de développement agricole de façon à assurer des stocks de céréales importants et à renforcer l'aide alimentaire. Il a également évoqué le problème de l'emploi agricole et plaidé pour une répartition rationnelle de la population et un équilibre harmonieux entre les différents secteurs de production. En ce qui concerne l'énergie, il a soutenu l'initiative, prise par la FAO, de créer un réseau coopératif européen de recherche sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables en agriculture, notamment les systèmes intégrés. Enfin, il a réaffirmé l'intérêt que porte la Grèce aux activités des dix réseaux coopératifs européens de recherche.

13. En remerciant le Premier Ministre, le Directeur général a indiqué que c'est la première fois qu'un Premier Ministre inaugure une session de la Conférence régionale pour l'Europe. C'est donc un très grand honneur pour la FAO. Il a également remercié le Premier Ministre pour son intéressante communication, de grande portée politique et morale, qui ne manquera pas de guider les débats.

Election du président, des vice-présidents et du rapporteur

14. La Conférence, unanime, a élu président M. A. Kanellopoulos, Ministre du l'agriculture de Grèce.

15. M. Kanellopoulos a remercié la Conférence de l'avoir porté à la présidence et a demandé la soumission de candidatures pour l'élection des vice-présidents.

16. Les vice-présidents suivants ont été élus à l'unanimité: M. P. Ishpekov, Vice-Ministre, Vice-Président de l'Union nationale agro-industrielle; M. C. Batault, Ambassadeur, Représentant permanent de la France auprès de la FAO; M. I. Widen, Directeur général de la Commission suédoise de l'Agriculture.

17. Le président et les vice-présidents étant absents le dernier jour de la Conférence, il a été nécessaire de désigner un quatrième vice-président. M. N.K. Pattichis, Ministre de l'agriculture et des ressources naturelles de Chypre, a alors été élu vice-président à l'unanimité.

18. M. I. Ozorai, Secrétaire général du Comité national hongrois pour la FAO, a été élu rapporteur.

Déclaration du Président

19. Le Ministre de l'agriculture a souhaité la bienvenue aux délégations des divers pays et organisations représentés. Il a rendu hommage au dynamisme et à l'imagination avec lesquels le Directeur général dirige l'Organisation et offert toute la coopération de la Grèce pour soutenir les activités de la FAO.

20. Il a passé en revue l'état du monde actuel et s'est inquiété de la détérioration du niveau de vie des pays en développement dont la production agricole progresse trop lentement face à la croissance démographique. Il a ajouté que, vu l'interdépendance du monde actuel, l'impératif moral d'une aide aux pays pauvres est pleinement justifié par l'intérêt économique commun. Cette réflexion doit faciliter les décisions à prendre pour développer l'agriculture des pays en développement, assurer des stocks de denrées alimentaires et adopter des programmes de lutte contre la faim et la malnutrition.

21. Le Ministre s'est également référé à la question de la main-d'oeuvre agricole, suggérant qu'au lieu de transporter la population, libérée de l'agriculture, vers le milieu urbain, il serait plus indiqué de transporter des activités du milieu urbain au milieu rural. En matière d'énergie, il a déclaré que son pays était prêt à devenir un lieu de rencontre et d'application expérimentale pour l'utilisation en agriculture de nouvelles sources d'énergie.

Adoption de l'ordre du jour

22. La Conférence a adopté l'ordre du jour qui est reproduit à l'Annexe A.

Clôture de la Conférence

23. A la clôture de la Conférence, le Président a déclaré que le Gouvernement grec a présenté par l'intermédiaire de sa délégation des propositions concrètes qui correspondent en fait aux suggestions du Directeur général de la FAO, à savoir:

- a) La Grèce contribuera à la reconstitution du Fonds international de développement agricole en portant sa contribution à 200 000 dollars;
- b) Elle intensifiera ses efforts et mettra en place des mécanismes pour l'octroi d'une assistance technique aux pays en développement, à titre bilatéral aussi bien que multilatéral;
- c) Elle soutient le plan tendant à donner un régime juridique aux stocks alimentaires d'urgence et contribue au projet de la FAO en faveur de la sécurité alimentaire en offrant un crédit de 200 000 dollars;
simultanément, elle suggère que la FAO utilise les quantités de produits agricoles périssables qui sont retirées, à condition que cela ne pose aucun problème de prix et de revenu aux pays producteurs;
- d) Elle a décidé de participer au Système d'information et d'alerte rapide sur l'information et l'agriculture et déclare qu'elle a l'intention d'en devenir membre;
- e) Elle propose de créer un réseau de recherche en vue d'exploiter de nouvelles sources d'énergie, par exemple l'énergie éolienne et l'énergie solaire.

24. Le Président a ajouté que la douzième Conférence régionale a particulièrement insisté sur la nécessité de poursuivre et d'élargir l'élément européen des activités de la FAO et a jugé utile de coordonner rationnellement les organisations et activités qui luttent contre la sous-alimentation et la famine. A cette fin, le Directeur général est autorisé à étudier la possibilité de coordonner ces efforts dans le cadre de la FAO afin que toutes les activités deviennent plus économiques et plus efficaces. La Conférence a jugé nécessaire d'étudier les possibilités de coopération entre les "trois mondes" - pays industrialisés, pays producteurs de pétrole et pays en développement - afin d'assurer une plus grande stabilité à la fourniture de biens d'équipement, de combustibles liquides et de matières premières et de protéger l'agriculture des pays en développement des fluctuations violentes des prix et de la dégradation des termes de l'échange. Il est indispensable que tous les pays participent au Plan d'action pour la sécurité alimentaire mondiale, et notamment au programme d'aide.

25. Au nom de tous les participants, les délégations de la Belgique, de Chypre et de la Hongrie ont exprimé leur gratitude au Gouvernement de la Grèce qui a accueilli la Conférence en offrant une hospitalité généreuse et une excellente organisation. Elles ont remercié le Président, les Vice-Présidents et le Rapporteur qui ont contribué personnellement au succès de la réunion. Enfin, elles ont noté avec satisfaction l'excellente qualité de la documentation soumise par le Secrétariat à la Conférence.

26. Au nom du Directeur général, qui avait pris congé de la Conférence deux jours plus tôt pour retourner à Rome, le représentant régional pour l'Europe, M. G.E. Bildesheim, a de nouveau adressé les remerciements de la FAO au Gouvernement grec qui a accueilli la douzième Conférence régionale pour l'Europe dans la belle ville d'Athènes. La FAO est profondément reconnaissante au Gouvernement d'avoir adressé cette invitation. Elle a particulièrement apprécié le concours offert par les autorités grecques qui ont fourni des installations et des services excellents et ont ainsi grandement contribué au résultat positif de la Conférence.

27. Le représentant régional a également remercié les délégués d'avoir vigoureusement appuyé les travaux de la FAO et ceux de la région Europe.

RESUME DES DEBATS

Allocution du Directeur général

28. Le Directeur général a procédé à une analyse de la situation alimentaire mondiale qui, a-t-il dit, est des plus préoccupantes. Ainsi, au cours de la dernière décennie, le taux de croissance de la population des pays en développement a été supérieur à celui de la production agricole. La production par habitant a décliné dans pas moins de 61 pays en développement. L'an dernier, la production agricole des pays en développement n'a progressé que de 1,3 pour cent, performance inférieure de moitié au rythme d'expansion démographique. En 1980, la dégradation des approvisionnements alimentaires s'est encore accentuée et les situations d'urgence se sont multipliées. Le Directeur général a évoqué plus particulièrement le cas vraiment alarmant de l'Afrique. Récemment il a été contraint de lancer un véritable cri d'alarme et de convoquer d'urgence une réunion de donateurs potentiels en vue de mobiliser une assistance massive et rapide à ce continent.

29. Il a également souligné la dépendance croissante vis-à-vis de l'extérieur des pays obligés de procéder à des achats de plus en plus importants de denrées. Le Directeur général a ainsi lancé un appel à une assistance accrue des pays développés, notamment en faveur de l'agriculture, pour forcer le rythme de la production et couvrir les besoins des pays déficitaires.

30. Il a également plaidé en faveur d'une meilleure sécurité alimentaire mondiale et mentionné l'initiative qu'il a prise de proposer un plan d'action sur la sécurité alimentaire mondiale ainsi que sa proposition au FMI en vue de la mise en place d'un soutien supplémentaire à la balance des paiements des pays obligés d'importer de grandes quantités d'aliments. Il a par ailleurs insisté sur la nécessité d'accroître l'aide alimentaire et rappelé sa proposition de transformer la Réserve alimentaire internationale d'urgence, créée en 1975, en une véritable Convention dûment signée et ratifiée.

31. Se référant à l'Europe, le Directeur général s'est félicité du soutien que celle-ci apporte à la FAO, comme région assurant près de la moitié de son budget ordinaire et comme principale source de contributions bilatérales volontaires. Il a indiqué que la FAO, avait toujours déployé en Europe un certain niveau d'activité et continuerait de le faire dans la limite des moyens disponibles. Il a en particulier mentionné comme exemple d'activités à encourager les réseaux coopératifs européens de recherche. Le Directeur général a également évoqué la question de la main-d'oeuvre agricole en Europe et les travaux entrepris en ce qui concerne l'énergie en agriculture. Sur ce dernier sujet, il a rappelé les travaux en cours au sein du Bureau régional et son appui à la recommandation de la Commission européenne d'agriculture d'établir un réseau coopératif européen de recherche pour le développement des énergies nouvelles et renouvelables pour l'agriculture et la société rurale.

32. Le texte intégral de l'allocution du Directeur général est reproduit à l'Annexe D.

Déclaration du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial

33. Le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial a brièvement présenté les contributions promises par la région européenne au Programme en indiquant que celui-ci continue d'accorder une aide à un petit nombre de projets qui ont des objectifs sociaux ou de développement, dont quelques projets organisés à la suite de catastrophes naturelles, dans la région européenne. Les promesses de contributions pour l'exercice biennal 1979/80 n'ont atteint que 802 millions de dollars, soit 84 pour cent de l'objectif fixé. Au 31 août 1980, les promesses pour l'exercice 1981/82 ne s'établissaient qu'à 734,5 millions alors que l'objectif minimum avait été fixé à 1 milliard de dollars.

34. Les projets exécutés par le PAM appartiennent principalement aux trois catégories suivantes: en premier lieu, les opérations d'aide alimentaire d'urgence, à la suite de catastrophes d'origine naturelle ou humaine; en deuxième lieu, les programmes de nutrition destinés à protéger les groupes vulnérables; enfin, les projets visant à accroître la

production agricole et surtout alimentaire. Ces projets de développement représentent plus de la moitié des activités du PAM. Le Directeur exécutif a alors cité plusieurs exemples pour montrer que l'aide alimentaire constitue un instrument de développement souple, précis et efficace. Ainsi, cette forme d'aide alimentaire peut contribuer de diverses manières à accroître la production alimentaire dans les pays en développement et elle est non seulement nécessaire mais aussi bien utilisée dans l'ensemble.

Déclaration du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe

35. Un message du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe a été lu par le Secrétaire de la Conférence; il portait sur les principaux points de l'ordre du jour et rappelait les grandes orientations récentes des activités de la Commission.

Débat général à la suite du discours du Directeur général

36. Durant leurs interventions, de nombreuses délégations se sont référées à l'allocation d'ouverture du Directeur général. En ce qui concerne la situation alimentaire mondiale, elles ont marqué leur accord sur l'analyse présentée par le Directeur général et exprimé leur inquiétude devant la dégradation progressive des approvisionnements alimentaires des pays en développement. Ceci les conduit à une dépendance excessive des importations, obère leurs balances de paiements et compromet leurs possibilités de développement.

37. Les intervenants se sont accordés à reconnaître que la solution du problème passe par un accroissement substantiel de la production agricole dans les pays en développement eux-mêmes ainsi que, dans l'intervalle, une augmentation de l'aide alimentaire. Les pays déficitaires devraient donc accorder la plus haute priorité à l'agriculture et mobiliser au maximum les ressources disponibles. Les pays développés, pour leur part, devraient accroître leur assistance au développement, notamment en faveur du secteur agricole. Ainsi pourraient être progressivement jetées les bases d'une meilleure sécurité alimentaire. Plusieurs délégations ont d'ailleurs fait part de l'intention de leurs gouvernements d'augmenter dans le futur leur aide au développement, notamment dans le secteur agricole et dans celui de l'aide alimentaire.

38. Certains pays ont, par ailleurs, fait état des problèmes qu'ils ont à surmonter pour assurer un développement harmonieux de leur secteur agricole et des progrès qu'ils ont accomplis dans ce sens.

39. On a également évoqué la Résolution de la FAO portant établissement de la Journée mondiale de l'alimentation qui sera observée pour la première fois le 16 octobre 1981. On a noté que les préparatifs progressent de façon satisfaisante dans les pays comme à la FAO. Il a été suggéré que les Etats Membres de la région européenne non seulement organisent des manifestations sur leur propre territoire pour bien mettre en lumière le problème mondial de l'alimentation mais aussi offrent leur aide aux pays en développement pour préparer la Journée mondiale.

40. En ce qui concerne les activités proprement européennes de la FAO, les délégations ont marqué l'intérêt qu'elles y attachent et remercié le Directeur général de l'intention qu'il a exprimée de les maintenir à un certain niveau, dans les limites des moyens disponibles. On a rappelé qu'il est souhaitable que ces activités ne soient pas conçues comme devant profiter à la seule région européenne, mais puissent présenter aussi un intérêt pour le plus grand nombre possible de pays en développement extra-européens.

41. Un appui général a été apporté aux réseaux coopératifs de recherche en Europe qui favorisent la coopération entre institutions nationales participantes et facilitent le transfert de technologie au profit des pays en développement européens et extra-européens.

42. De nombreuses délégations se sont également félicitées de l'intention d'établir un réseau coopératif européen de recherche pour le développement des énergies nouvelles et renouvelables pour l'agriculture et les sociétés rurales. Elles se sont déclarées disposées à collaborer au lancement et au fonctionnement de ce réseau.

43. Deux observateurs, le représentant du Saint-Siège et le Vice-Président du Conseil mondial de l'alimentation, ont fait une déclaration dans laquelle ils ont évoqué les principaux points de l'ordre du jour.

Examen et suivi dans la région des actions découlant du Programme d'action de la CMRADR

44. La Conférence a noté que, tout en répondant aux demandes d'aide présentées par les Etats Membres, la FAO a lancé un programme intensif de soutien national alimenté par des contributions volontaires pour encourager la mise en oeuvre du Programme d'action de la CMRADR. Six pays ont demandé à bénéficier de ce Programme et trois ont reçu des missions. Au 30 juillet, les contributions extra-budgétaires pour lesquelles la Conférence avait fixé un objectif de 20 millions de dollars avaient atteint 10 millions de dollars, dont 96 pour cent provenaient de donateurs européens. Au niveau régional, des consultations ad hoc entre pays ont eu lieu dans trois des régions en développement, les conférences régionales de la FAO ont examiné la question et trois centres régionaux de développement rural intégré ont été créés ou sont à l'étude. La coopération entre institutions se poursuit activement, en particulier dans le cadre de l'Equipe de travail du CAC sur le développement rural où la FAO est l'organisation de pointe.

45. La Conférence, traitant des mesures prises par l'Europe pour donner suite à la CMRADR, s'est déclarée satisfaite dans l'ensemble des résultats obtenus jusqu'ici. Elle a souligné qu'il appartient au pays en cause d'agir lui-même et que l'aide extérieure et l'assistance de la FAO peuvent servir uniquement de catalyseur ou de soutien aux efforts nationaux.

46. Au cours du débat, les Etats Membres ont examiné les activités nationales et ont marqué leur intérêt pour la coopération entre pays. D'autres pays de la région ont évoqué leur coopération avec la FAO en matière d'action consécutive, notamment la fourniture de contributions volontaires et les consultations sur des questions de fond. On a insisté sur la nécessité de donner à cette coopération des modalités très souples.

47. La Conférence a souligné qu'il faut adopter des stratégies intégrées pour s'attaquer au problème mondial de l'alimentation, qui est aussi vaste que complexe, notamment pour atteindre et mobiliser les groupes défavorisés d'agriculteurs et de travailleurs ruraux, avec mise en place de mécanismes efficaces pour la fourniture et la réception de l'aide dans le secteur rural.

48. La Conférence a affirmé l'importance primordiale de la participation populaire. Elle a jugé extrêmement urgent de réaliser de véritables progrès dans ce domaine. On a particulièrement insisté sur la participation des femmes, en toute égalité avec les hommes, à la production, au développement et aux résultats qu'ils apportent. Il est nécessaire de créer des organisations populaires rurales efficaces et de leur faire jouer un rôle majeur dans la réforme agraire et le développement rural.

49. La Conférence a attaché une importance fondamentale à la formation et de nombreux pays ont indiqué les facilités qu'ils offrent aux stagiaires des pays en développement dans le cadre de l'aide multilatérale ou bilatérale.

50. Un grand nombre de pays ont souligné la nécessité de suivre les progrès de la réforme agraire et du développement rural sur le terrain et de les consigner dans des rapports. On a noté que la FAO travaille à fixer des repères permettant d'étudier l'évolution de la situation, à mettre au point des indicateurs appropriés pour aider les pays à surveiller les progrès accomplis, à établir des directives opérationnelles et à préparer des rapports sur les résultats obtenus. Certains pays se sont engagés à soutenir activement ces efforts en fournissant des services d'experts et en tenant des consultations avec la FAO sur les questions de fond.

51. La Conférence a souscrit à la suggestion tendant à ce que le programme des groupes de travail et d'étude européens qui relèvent de la FAO, notamment des organismes mixtes FAO/CEE, soit orienté de façon à appuyer l'action consécutive et elle a recommandé que des dispositions appropriées soient prises pour leur permettre de réaménager leur programme de travail dans ce sens.

Incidences régionales de l'action internationale visant à renforcer la sécurité alimentaire mondiale

52. La Conférence a examiné les incidences régionales de l'action internationale visant à renforcer la sécurité alimentaire mondiale et est convenue que le renforcement de la sécurité alimentaire pour toute l'humanité est une responsabilité qui incombe à l'ensemble de la communauté internationale.

53. La Conférence a reconnu que l'insécurité alimentaire ne pourra entièrement disparaître que si les pays en développement eux-mêmes s'engagent totalement pour accroître leur propre production alimentaire. En particulier, la production alimentaire, le développement rural intégré et l'amélioration de l'infrastructure doivent bénéficier d'une priorité plus élevée dans les plans nationaux de développement de nombreux pays de cette catégorie. Parallèlement, les pays donateurs et les organisations techniques et financières internationales intéressés devraient accroître leur assistance à ces pays pour appuyer les efforts qu'ils déploient au plan national afin de nourrir leur population.

54. En conséquence, les pays européens sont exhortés:

- à renforcer la progression de la production alimentaire dans les pays en développement, en particulier les pays à faible revenu et à déficit alimentaire, en accroissant en termes réels leurs investissements et leur aide à l'agriculture, notamment leurs contributions au Fonds international de développement agricole;
- à fournir, par des voies bilatérales et multilatérales, une assistance accrue en engrais aux pays les moins avancés et les plus gravement touchés pour les aider à couvrir leurs besoins annuels d'engrais, soit 1 million de tonnes environ;
- à accroître leur assistance tant financière que technique aux pays en développement pour leur permettre de renforcer leurs moyens de production et d'entreposage d'engrais et de pesticides;
- à accroître leurs contributions volontaires au Programme d'action de la FAO pour la prévention des pertes de produits alimentaires et au Programme de développement et d'amélioration des semences, de façon que ces deux programmes parviennent aux niveaux de ressources convenus;
- à soutenir le programme de la FAO visant à aider les pays côtiers en développement à mettre en valeur leurs zones économiques de pêches.

55. La Conférence est convenue que des mesures sont également nécessaires pour mieux se préparer, aux niveaux national et international, à parer à des pénuries alimentaires aiguës et de grande ampleur comme les graves difficultés d'approvisionnement qui frappent actuellement de vastes zones d'Afrique et ont fait l'objet de la réunion des donateurs organisée par le Directeur général le 19 septembre. A ce propos, la Conférence a noté qu'un groupe de travail ad hoc a été créé pour participer à l'élaboration de propositions viables et pratiques sur les mesures de préparation à prendre aux niveaux national et international et que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale procédera à un examen politique de ces propositions à sa prochaine session.

56. La Conférence a reconnu qu'afin de parer aux pénuries éventuelles, il est indispensable qu'une aide alimentaire suffisante pour faire face aux urgences aiguës et de grande ampleur soit disponible. On a regretté que la Réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU)

n'ait pas encore atteint son objectif de 500 000 tonnes de céréales par an. Tous les gouvernements ont été exhortés à offrir des contributions à la Réserve s'ils ne l'ont pas encore fait, ou à accroître leurs contributions, ainsi qu'à formuler leurs promesses de contributions pour une période supérieure à un an. A cet égard, la Conférence s'est particulièrement félicitée que la Finlande et la Grèce aient récemment décidé d'offrir pour la première fois des contributions à la RAIU.

57. La Conférence a noté que la proposition du Directeur général tendant à transformer la RAIU en une convention comportant des obligations juridiques doit être examinée par le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire (CPA) à sa session d'octobre; cependant, de nombreux délégués ont indiqué que leur gouvernement appuyait cette proposition.

58. Un grand nombre de délégués ont demandé que les parties aux négociations reprennent leurs efforts en vue de conclure un nouvel accord international sur les céréales comportant des clauses propres à contribuer à la sécurité alimentaire mondiale. Cependant, la Conférence est convenue que l'application du Plan d'action pour la sécurité alimentaire mondiale devrait se poursuivre en attendant la conclusion d'un nouvel accord sur les céréales, notamment par la création et le maintien de réserves d'aide alimentaire ou l'adoption d'autres mesures visant à assurer la continuité de l'aide alimentaire et à couvrir les besoins exceptionnels des pays en développement en période de pénurie alimentaire généralisée.

59. L'insuffisance des stocks céréaliers dans de nombreux pays en développement et, de façon plus générale, l'absence d'un système de réserves alimentaires nationales ou régionales coordonné au plan international ont paru particulièrement préoccupants, bien qu'on ait reconnu que de nombreux pays ont adopté des politiques ou des objectifs nationaux de stockage et les appliquent. A ce propos, le représentant de la CEE a souligné que la politique de la Communauté est parfaitement conforme aux stipulations du Plan d'action, en ce qui concerne aussi les stocks céréaliers 1/.

60. Etant donné que de nombreux pays en développement ont besoin d'aide pour mettre en oeuvre leurs plans nationaux de sécurité alimentaire, la Conférence recommande aux pays européens:

- d'accroître fortement l'aide bilatérale et multilatérale aux programmes de sécurité alimentaire des pays en développement, le cas échéant;
- d'aider les pays en développement à constituer des réserves alimentaires, au niveau national, régional ou sous-régional.

A ce propos, elle invite les pays européens qui ne l'ont pas encore fait à offrir des contributions au Programme FAO d'assistance pour la sécurité alimentaire en 1979/80 en vue de maintenir les ressources disponibles au titre du Programme à au moins 10 millions de dollars par an.

61. Reconnaissant l'utilité pratique des services du Système mondial FAO d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture qui facilite l'intervention rapide et l'arrivée en temps voulu de l'aide en période de pénurie alimentaire, la Conférence invite:

- les pays qui ne font pas encore partie du système à y participer et à fournir des informations pertinentes au secrétariat;
- les pays développés à prendre des dispositions pour aider les pays en développement intéressés à mettre en place ou à renforcer des systèmes nationaux d'alerte rapide ou de prévision des récoltes;
- les gouvernements à avoir recours aux services du système pour préparer et exécuter leurs programmes bilatéraux d'aide alimentaire.

1/ ERC/80/3-par. 42-45.

62. La Conférence a été informée de la Résolution sur la faim dans le monde que vient d'adopter le Parlement européen. Dans ce texte, le Parlement fait en grande partie siennes les propositions du Directeur général concernant la sécurité alimentaire mondiale, notamment l'appel en faveur d'une aide accrue aux pays en développement pour le développement rural, la constitution et la gestion de stocks alimentaires, l'aide alimentaire et les secours d'urgence, et la proposition tendant à garantir la RAIU au moyen d'un accord international. Il a également attaché un intérêt particulier à la proposition de la FAO et du CMA qui ont demandé que les pays en développement puissent avoir recours aux mécanismes financiers du FMI pour couvrir leurs dépenses exceptionnelles d'importations alimentaires.

63. La Conférence a noté que le Conseil exécutif du FMI a étudié cette proposition mais n'a pu encore parvenir à un consensus. Plusieurs délégués ont appuyé cette proposition en exprimant l'espoir que le FMI trouvera le moyen de contribuer à couvrir ces besoins essentiels.

64. La Conférence a noté qu'il faudrait reconstituer les ressources du FIDA.

Examen des activités européennes

65. La Conférence a soutenu sans réserve les orientations et la réalisation du Programme de la FAO pour l'Europe ^{1/} ainsi que le maintien d'un niveau approprié d'activités dans cette région, dans les limites des ressources disponibles. Un certain nombre de délégués ont estimé qu'il serait justifié d'augmenter les ressources prévues pour l'Europe.
66. La Conférence a souscrit aux recommandations concernant l'énergie et les réseaux coopératifs de recherche que la Commission européenne d'agriculture a formulées lors de sa session de juin 1980.
67. En ce qui concerne l'énergie, la Conférence a pleinement appuyé la proposition tendant à créer pour ce domaine un réseau coopératif reposant sur les mêmes bases que les dix autres réseaux, dans le cadre du Bureau régional pour l'Europe. Elle a accueilli avec satisfaction l'initiative du gouvernement italien qui a offert d'organiser à Rome les services nécessaires pour faciliter le lancement de ce réseau et d'assurer, avec les participants intéressés, la coordination de ses activités, en fournissant sous forme de locaux, de services de personnel et de fonds une contribution totale d'environ 350 000 dollars pour les deux premières années. La Commission a noté que le Directeur général, tout en étant tenu de réserver sa position au stade actuel, étudiera cette offre avec attention.
68. La délégation de la France, appuyant la création de ce réseau, a offert d'accueillir la réunion de création au cours du premier trimestre de l'année prochaine. La France est également disposée à fournir des ressources financières supplémentaires en 1981 pour le lancement du réseau et à jouer un rôle important dans la coordination de ses activités.
69. C'est la réunion de création du réseau qui déterminera sa structure, ses modalités de fonctionnement et son programme exacts, après consultation des Etats Membres intéressés. On a souligné que le domaine et le programme de travail du réseau devront être mis au point de façon précise et concrète au cours de la réunion de façon à attirer le plus grand nombre possible de pays participants.
70. Le Directeur général a indiqué à la Conférence que la question de l'énergie en agriculture bénéficiera d'une priorité élevée dans le prochain programme de travail et budget 1982-83. La Conférence a accueilli avec faveur sa suggestion tendant à ce qu'une table ronde sur cette question soit organisée au cours de la prochaine conférence régionale pour l'Europe en 1982.
71. La Conférence a pleinement appuyé le système de réseaux coopératifs européens de recherche en agriculture qui ont pour objet principal d'entreprendre des programmes conjoints de recherche appliquée et de procéder à des échanges d'expériences et d'informations à jour dans des domaines déterminés d'intérêt commun. On a signalé qu'à l'heure actuelle plus de 200 institutions de 50 pays, dont 20 pays en développement, font partie des réseaux.
72. La Conférence recommande que, indépendamment de la création d'un réseau sur l'énergie, priorité soit donnée au renforcement et à la rationalisation des réseaux existants de façon que ceux-ci, malgré les ressources limitées dont ils disposent, puissent exécuter entièrement leur programme de travail et combler éventuellement leurs lacunes.
73. Etant donné les contraintes financières qui pèsent sur les réseaux, on a reconnu qu'il serait extrêmement utile que les autorités nationales compétentes des pays auxquels appartiennent les institutions participantes fournissent une assistance financière. On a noté que certains progrès ont déjà été réalisés à cet égard; ainsi, deux gouvernements ont offert des contributions pour améliorer le fonctionnement des réseaux sur les olives et les pesticides et divers gouvernements ont également pris en charge une partie du coût des réunions de

^{1/} ERC/80/5

réseaux et des échanges de résultats de recherche par le truchement de publications. Il serait néanmoins très souhaitable que les institutions nationales participantes bénéficient de soutiens supplémentaires. La délégation de la France a souligné que des crédits budgétaires supplémentaires ont été réservés à cette fin en 1980.

74. L'observateur de l'OCDE a indiqué que, dans ses travaux concernant l'énergie en agriculture, son organisation s'attachera principalement aux incidences économiques de la hausse des prix de l'énergie mais ne s'occupera pas de l'énergie à l'exploitation et dans les communautés rurales. Il n'y a donc à craindre aucun double emploi avec les activités du futur réseau FAO ni avec le projet concernant l'énergie intégrée dans des conditions normales d'exploitation agricole. Ceci répond au vœu de la Conférence qui a souhaité un resserrement de la collaboration avec les autres organisations internationales ou non gouvernementales travaillant dans ce domaine.

75. La Conférence a constaté avec satisfaction le renforcement de la coopération de la FAO avec d'autres organisations internationales en Europe, en particulier la Commission économique pour l'Europe, et elle a souhaité l'accroître encore, notamment dans le cadre des groupes de travail FAO/CEE. A ce propos, plusieurs délégations ont souligné l'importance qu'elles attachent au groupe de travail des structures agraires et de la rationalisation des exploitations et à celui de la mécanisation agricole ainsi que la nécessité d'intégrer étroitement les activités de ces groupes avec celles du Bureau régional pour l'Europe. Une délégation a regretté que le Groupe de travail sur les ressources hydriques et l'irrigation reste inactif pour le moment.

76. Plusieurs délégations ont exprimé le vœu que les activités européennes de la FAO dans le domaine forestier soient renforcées.

77. La Conférence a approuvé le nouveau titre du groupe de travail sur l'économie familiale qui devient le "Groupe de travail de la femme et la famille agricole dans le développement rural". Elle a accueilli avec satisfaction les résultats de la session que ce groupe vient de tenir à Innsbruck (Autriche) du 8 au 12 septembre 1980 sous les auspices du gouvernement autrichien qu'elle a remercié d'avoir accueilli cette réunion. Elle a appuyé le programme de travail proposé, notamment le programme de formation à la gestion des agricultrices ainsi que le programme concernant les femmes et la pluri-activité en agriculture.

78. Plusieurs délégations ont rendu hommage aux travaux entrepris par la FAO pour lutter contre la peste porcine africaine et ont offert de collaborer à toutes les activités entreprises pour mettre au point un vaccin contre cette maladie.

79. Divers pays ont également appuyé les travaux entrepris par la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse en vue de maintenir une zone tampon pour protéger l'Europe. Les pays intéressés ont adressé leurs remerciements aux pays donateurs qui offrent des contributions financières à la Commission.

80. Un certain nombre de délégations ont souligné l'importance que présente la Commission du Codex Alimentarius.

81. Le représentant du PNUD a signalé aux délégations que l'administrateur de cet organisme a prié la Conférence régionale de chercher à connaître les vues collectives des Etats Membres sur les priorités par secteur à adopter pour le Programme régional du PNUD 1982-1986. En outre, le Bureau régional de la FAO fournira des analyses sectorielles des tendances et des besoins de la région dans le domaine de son ressort.

82. Le représentant du PNUD a évoqué la progression satisfaisante de deux projets régionaux en cours:

- Projet méditerranéen pour l'amélioration de la production oléicole (financé conjointement par les fonds régionaux PNUD de l'Europe et des pays arabes) 1/
- Programme européen de coopération pour la conservation et l'échange de ressources génétiques aux fins de la sélection végétale, 2/

ainsi que l'assistance préparatoire approuvée pour les projets d'aquaculture en Méditerranée 3/ et dans la Mer noire 4/.

83. On a noté que l'Unité régionale pour l'Europe du Siège du PNUD étudie actuellement avec intérêt deux autres projets en préparation concernant

- le réseau coopératif européen pour le développement de l'énergie rurale 5/ (voir paragraphes 2-6)
- les réseaux coopératifs européens de recherche agricole appliquée 6/, (voir paragraphes 7-11)

en tenant compte de l'intérêt qu'ils pourraient éventuellement présenter pour d'autres pays en développement n'appartenant pas à la région européenne. Toutefois, la contribution du PNUD ne pourra venir que des affectations régionales prévues pour le troisième cycle (1982-86) car les crédits régionaux du deuxième cycle sont déjà entièrement engagés.

84. Le représentant du PNUD a également évoqué les fonds en monnaies non convertibles accumulés par le Programme, soit plus de 45 millions de dollars au 31 juillet 1980, qui correspondent en majeure partie à des contributions volontaires de divers gouvernements européens. Il a remercié la FAO qui s'est préoccupée d'utiliser ces fonds pendant le deuxième cycle et il a exprimé l'espoir que l'Organisation prendra également ces fonds en compte pendant le troisième cycle.

85. Certaines délégations de pays européens qui bénéficient encore d'un chiffre de planification indicatif (CPI) ont confirmé qu'en ce qui concerne les crédits du PNUD, ces pays accordent la priorité aux programmes de recherche sur l'énergie en agriculture et la coopération agricole.

86. En outre, les gouvernements des Etats européens membres de la FAO ont fait mention des idées de projets ci-après qui mériteraient d'avoir la priorité:

i) Projets sous-régionaux méditerranéens (en coopération avec le Bureau arabe):

aquaculture en Méditerranée (voir paragraphe 17)

développement et aménagement des pêches en Méditerranée

développement de l'agriculture côtière méditerranéenne (suivant les nouvelles tendances du marché international);

ii) Renforcement de la coopération entre pays balkaniques:

- renforcement des services de prévention vétérinaire
- lutte contre l'érosion des sols;

1/ Projet PNUD/FAO n° RER/78/009 et RAB/79/009

2/ Projet PNUD/FAO n° RER/80/005 et RER/75/035

3/ Projet PNUD/FAO n° RER/78/004 et RAB/79/003

4/ Projet PNUD/FAO n° RER/79/003

5/ Projet PNUD/FAO n° RER/80/001

6/ Projet PNUD/FAO n° RER/79/021

iii) autres idées de projets:

- restauration collective (faisant déjà l'objet d'une étude FAO/OMS/ONUDI/OMT)
- alimentation animale (nouvelles ressources de remplacement): projet régional européen ou balkanique.

Politiques et problèmes de la main-d'oeuvre agricole dans la région européenne

87. La Conférence disposait d'un document de synthèse 1/ préparé par le Secrétariat à partir des rapports 2/ soumis par quatorze pays et diverses organisations internationales gouvernementales ou professionnelles.

88. Dans leurs déclarations, les délégations ont apporté des informations complémentaires sur l'évolution de la population agricole active (PAA) dans leur pays et sur les politiques mises en oeuvre.

89. Les débats ont montré que l'évolution actuelle et future de la PAA, malgré sa forte diminution, demeure en général un facteur de première importance pour le développement équilibré de la vie économique et sociale des pays européens. Elle est, en effet, en relation étroite avec:

- a) l'adaptation permanente des différents secteurs de l'économie;
- b) les problèmes de l'emploi;
- c) la répartition géographique équilibrée de la population et des activités.

90. Les intervenants ont souligné que les problèmes et politiques relatifs à la PAA engageaient l'avenir même du secteur agricole et du milieu rural. On s'est interrogé sur le rôle de la main-d'oeuvre et du facteur humain dans l'agriculture des vingt prochaines années.

91. Les gouvernements se préoccupent tout spécialement de maintenir un niveau de PAA suffisant, pour préserver le potentiel de production; d'assurer un développement agricole et rural équilibré pour résorber le sous-emploi ou le chômage caché dans l'agriculture et lutter contre l'exode rural; de faire face aux problèmes de l'énergie, qui ne seront pas sans influencer les effectifs de la main-d'oeuvre du secteur agricole.

92. Face aux problèmes de l'inflation, de l'énergie, de l'emploi, des déséquilibres régionaux et de la protection de l'environnement, les gouvernements européens ont pris conscience que l'agriculture et les agriculteurs ont un nouveau rôle à assumer. Leur tâche primordiale est de définir de nouvelles orientations politiques et d'élaborer des mesures appropriées.

93. Plusieurs délégations ont exprimé le grand intérêt qu'elles attachaient à la politique de développement rural intégré qui, par la diversification des activités, permet de créer des emplois non agricoles, d'élever les revenus, de stabiliser le peuplement au niveau régional, et finalement de rompre la relation entre exode agricole et exode rural. L'égalisation, entre milieu urbain et milieu rural, des conditions de vie et des services publics, sociaux et culturels est aussi un aspect décisif.

94. Le vieillissement de la PAA se manifeste dans de nombreux pays, bien qu'il existe parfois une tendance au retour des jeunes à l'agriculture. Certains pays appliquent depuis longtemps une politique spécifique en faveur des jeunes agriculteurs, liée à des mesures visant à encourager la cessation d'activité des exploitants âgés. Au cours des dernières années, plusieurs pays ont introduit une législation destinée à faciliter l'entrée des jeunes.

95. L'activité et le rôle croissants des femmes dans l'agriculture ont été très fortement soulignés. Dans certains pays, leur place est en étroite relation avec la pluri-activité des agriculteurs. Des législations récentes tendent à améliorer leur condition économique, sociale et juridique.

1/ ERC 80/4.

2/ Un résumé des rapports nationaux figure dans le document ERC 80/4(a).

96. Les déclarations ont confirmé que, sous des modalités bien diverses, l'agriculture à temps partiel (ATP) et la pluri-activité sont des phénomènes répandus et en expansion dans de nombreux pays, y compris ceux d'Europe orientale. Malgré leurs inconvénients, on se rend mieux compte aujourd'hui de leurs avantages, en particulier pour l'équilibre démographique et le développement régional. C'est pourquoi il est nécessaire d'élaborer des orientations politiques et des mesures d'application. Dans ce domaine également, on assiste à une évolution récente des législations visant à admettre les exploitants à temps partiel au bénéfice des aides publiques au même titre que les autres exploitants.

97. Quelques délégations ont attiré l'attention sur les relations existant entre, d'une part, les questions de main-d'oeuvre agricole et, d'autre part, les besoins et la production potentielle d'énergie de l'agriculture. Dans certains pays, on tente actuellement d'évaluer les emplois supplémentaires dans l'agriculture et la foresterie qui pourraient résulter des nouvelles orientations de la politique énergétique nationale.

98. Les politiques sociales dans le secteur agricole n'avaient pas été traitées dans l'étude présentée. Elles jouissent pourtant d'une attention particulière de la part de nombreux gouvernements. Il s'agit là évidemment d'une question décisive, soit pour maintenir les agriculteurs en activité, soit pour les aider à quitter l'exploitation dans de bonnes conditions.

99. Les difficultés inhérentes aux différences de définitions et de méthodes statistiques ont été signalées, en particulier les divergences entre pays où l'exploitation familiale prédomine et pays ayant une conception socialiste de l'agriculture. Ces obstacles sont spécialement marqués pour certains aspects tels que l'ATP et le travail féminin. La Conférence a estimé que la FAO était bien placée en Europe pour travailler à l'harmonisation des diverses définitions et méthodes relatives à la population agricole et rurale.

100. La Conférence a considéré que l'étude présentée constituait un premier tour d'horizon des problèmes et politiques relatifs à la PAA et apportait une bonne base pour poursuivre la coopération internationale dans ce domaine. Se référant à la partie XI de l'étude "Les champs ouverts à la coopération internationale", et plus spécialement aux propositions présentées au paragraphe 275, elle a souhaité que les travaux ultérieurs au niveau européen portent en priorité, selon les moyens disponibles, sur les thèmes suivants:

- le rôle, la condition et le statut des femmes dans la vie agricole et rurale;
- l'agriculture à temps partiel et/ou la pluri-activité;
- les définitions et méthodes statistiques relatives à la population agricole et rurale;
- les politiques sociales dans l'agriculture;
- les liens à établir entre les problèmes de la main-d'oeuvre agricole et les perspectives à long terme de la production et de la sécurité alimentaire.

101. La Conférence a recommandé au Groupe d'étude de "La femme et la famille agricole dans le développement rural" de la Commission européenne d'agriculture (CEA) d'accorder dans son programme de travail, une haute priorité à l'étude du travail, du rôle et du statut des femmes dans l'agriculture, en relation notamment avec l'agriculture à temps partiel.

102. Au sujet de l'agriculture à temps partiel, la Conférence a en outre recommandé à la Commission européenne d'agriculture d'entreprendre une étude de l'ATP et de la pluri-activité dans les pays de la région européenne, en vue d'en examiner les multiples modalités, les facteurs et le rôle et de dégager les orientations politiques appropriées. Cette étude devrait être conçue en relation avec l'analyse non seulement du rôle des femmes et des activités non agricoles des hommes, mais aussi des problèmes propres au milieu rural.

103. Une telle étude devrait tenir compte des travaux déjà réalisés au plan international, entre autres par l'OCDE. Elle pourrait en particulier consister, si les ressources le permettent:

- à élaborer un rapport de synthèse à partir de contributions nationales;
- à analyser des cas nationaux précis sur le terrain dans un double but;
 - a) promouvoir les activités agricoles et non agricoles au niveau local;
 - b) examiner la capacité de la pluri-activité comme instrument de développement agricole et rural.

104. Pour la réalisation de cette étude, la Conférence a prié la Commission européenne d'agriculture de s'assurer, dans toute la mesure du possible, de la coopération de la Commission européenne des forêts de la FAO, ainsi que du Comité des problèmes agricoles et du Comité du bois de la Commission économique pour l'Europe.

105. La Conférence a demandé qu'une attention particulière soit accordée aux questions de définitions et de méthodes statistiques. Elle a prié le Groupe mixte FAO/CEE/CSE d'étude des statistiques de l'alimentation et de l'agriculture d'examiner lors de sa prochaine session, où sera défini son programme de travail à moyen terme, la possibilité d'y inclure les questions de population agricole.

106. En matière de politiques sociales, plusieurs délégations ont souhaité que la Commission européenne d'agriculture examine dans quelle mesure elle pourrait mettre à jour les travaux qu'elle avait menés dans le passé.

107. Il est entendu qu'étant donné les moyens limités à disposition, les activités proposées ne pourront être réalisées qu'au fur et à mesure que les ressources nécessaires seront disponibles.

108. La Conférence a souhaité que les diverses activités futures de la FAO en Europe relatives à la population agricole prennent le plus possible en considération les problèmes et les expériences des pays en voie de développement présentant des caractères assez similaires à ceux de certains pays européens.

109. La Conférence a également souhaité la participation des organisations professionnelles à ces activités.

Représentation de l'Europe au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCPRAI)

110. La Conférence a réélu à l'unanimité la Grèce et la Roumanie pour l'exercice 1980/81.

AUTRES QUESTIONS

111. Au moment où M. G.E. Bildesheim, Représentant régional pour l'Europe, s'apprête à quitter ses fonctions, la Conférence a tenu à lui exprimer toute sa reconnaissance et sa sympathie pour le travail efficace qu'il a déployé en dirigeant le Bureau régional pour l'Europe et a formulé ses vœux les plus sincères pour l'avenir.

DATE ET LIEU DE LA TREIZIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

112. La délégation de la Bulgarie a renouvelé l'invitation de son gouvernement à organiser la treizième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe dans son pays en 1982. Cette proposition a été appuyée par plusieurs gouvernements.

113. La délégation de l'Islande a transmis l'invitation de son gouvernement qui voudrait accueillir la treizième ou, à défaut, la quatorzième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe. La délégation de la Yougoslavie a déclaré que son pays souhaiterait également accueillir une conférence régionale à l'avenir.

114. Le représentant régional pour l'Europe a remercié ces délégations de leurs aimables invitations; celles-ci seront transmises au Directeur général de la FAO qui prendra les décisions requises en temps voulu.

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la Conférence
2. Election du Président, du Vice-Président et du Rapporteur
3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier
4. Déclaration du Directeur général de la FAO
5. Déclaration du Secrétaire exécutif de la CEE(NU)
6. Déclaration du Directeur exécutif du PAM
7. Examen et suivi dans la région des actions découlant du Programme d'action de la CMRADR
8. Incidences régionales de l'action internationale visant à renforcer la sécurité alimentaire mondiale
9. Problèmes et politiques de la main-d'oeuvre agricole dans la région européenne
10. Examen des activités européennes
11. Représentation de l'Europe au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)
12. Autres questions
13. Date et lieu de la treizième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe
14. Adoption du rapport
15. Clôture de la Conférence

APPENDIX B
ANNEXE B
APENDICE B

LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS
LISTA DE PARTICIPANTES

MEMBER NATIONS IN THE REGION - ETATS MEMBRES DE LA REGION - ESTADOS
MIEMBROS DE LA REGION

ALBANIA - ALBANIE

Délégué	Mme T. THOMAI Ministre de l'agriculture Ministère de l'agriculture Tirana
Suppléant	S. PASKO Directeur Institut de recherches sur l'élevage Tirana
Suppléant	Mme V. VESHO Directrice, Division d'organisation Ministère de l'agriculture Tirana
Suppléant	K. DHIMO Directeur de la Section scientifique Ministère de l'agriculture Tirana
Suppléant	A. CERGA Fonctionnaire Ministère des affaires étrangères
Suppléant	H. LACEJ Spécialiste Institut de recherche sur le maïs et le riz Shkodra
Suppléant	V. ANAGNOSTI Directeur d'entreprise agricole Saranda
Suppléant	A. SHUNDI Professeur Institut supérieur d'agriculture Tirana

AUSTRIA - AUTRICHE

Delegate	H. REDL Director Federal Ministry of Agriculture and Forestry Vienna
----------	---

Alternate P. ROSENEGGER
Permanent Representative of Austria to FAO
Embassy of the Republic of Austria
Rome

BELGIUM - BELGIQUE - BELGICA

Délégué A. LAVENS
Ministre de l'agriculture (et des classes moyennes)
Ministère de l'agriculture et des classes moyennes
Bruxelles

Suppléant G. STUYCK
Ambassadeur
Représentant permanent de la Belgique
auprès de la FAO
Rome

Suppléant A. DEBOUVERIE
Inspecteur en Chef - Directeur
Ministère de l'agriculture
Bruxelles

Suppléant A. VAN LANCKER
Conseiller agricole
Ambassade de Belgique
Athènes

BULGARIA - BULGARIE

Délégué P. ISHPEKOV
Vice-Président
Union nationale agraire industrielle
Ministère de l'agriculture et de
l'industrie alimentaire
Sofia

Suppléant D.N. ZLATEV
Président du D.A.P.S.
Varna

Suppléant L. DJILIANOV
Ministre plénipotentiaire de Bulgarie
auprès de la FAO
Représentation permanente de la République
populaire de Bulgarie auprès de la FAO
Rome

Adjoint K. TANOUCHEV
Spécialiste
Union nationale agraire industrielle
Ministère de l'agriculture et de
l'industrie alimentaire
Sofia

Adjoint Mlle M. DETCHEVA
Interprète
Union nationale agraire industrielle
Ministère de l'agriculture et de
l'industrie alimentaire
Sofia

CYPRUS - CHYPRE - CHIPRE

Delegate N.K. PATTICHIS
Minister of Agriculture and Natural Resources
Ministry of Agriculture and Natural Resources
Nicosia

Alternate A. PAPASOLOMONTOS
Director-General
Ministry of Agriculture and Natural Resources
Nicosia

Alternate F. POULIDES
Ambassador of Cyprus to FAO
Permanent Representation of the Republic
of Cyprus to FAO
Rome

Associate G. CAMELARIS
Assistant Agricultural Officer
Ministry of Agriculture and Natural Resources
Nicosia

CZECHOSLOVAKIA - TCHECOSLOVAQUIE - CHECOSLOVAQUIA

Delegate J. SCHWARZ
Counsellor
Permanent Representative of Czechoslovakia to FAO
Embassy of the Czechoslovak Socialist Republic
Rome

Alternate J. KOCHRDA
First Secretary
Embassy of the Czechoslovak Socialist Republic
Athens

DENMARK - DANEMARK - DINAMARCA

Delegate H.J. KRISTENSEN
Permanent Secretary
Ministry of Agriculture
Copenhagen

Alternate J. GLISTRUP
Permanent Representative of Denmark to FAO
Royal Danish Embassy
Rome

Alternate E.K. ANDERSEN
Head of Section
Ministry of Agriculture
Copenhagen

Alternate Ms. L. ALBERTSEN
Personal Assistant to the Permanent
Secretary of State
Ministry of Agriculture
Copenhagen

FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA

Delegate	A. NIKKOLA Chairman of the Finnish FAO Committee Bureau for International Affairs Ministry of Agriculture and Forestry Helsinki
Alternate	M. HANNULA Special Counsellor Ministry of Agriculture and Forestry Helsinki
Alternate	A. LUTZ Counsellor Permanent Representative of Finland to FAO Embassy of Finland Rome
Alternate	N. HINTIKKA Assistant Director National Board of Agriculture Helsinki

FRANCE - FRANCIA

Délégué	C. BATAULT Ambassadeur Représentant permanent de la France auprès de l'OAA Rome
Suppléant	H-P. CULAUD Directeur des affaires sociales Ministère de l'agriculture Paris
Suppléant	P. ELMANOWSKY Secrétaire général Comité interministériel pour l'OAA Paris
Suppléant	Mlle M. MUSSO Secrétaire des affaires étrangères Direction des Nations Unies et des Organisations internationales Ministère des affaires étrangères Paris
Suppléant	J.N. MENARD Ingénieur du GREF Chef du Bureau de la coopération internationale Service des relations internationales Ministère de l'agriculture Paris
Conseiller	P. HALIMI Conseiller technique pour les questions internationales du Directeur de la Production et des Echanges Ministère de l'agriculture Paris

Conseiller Mlle M. REZEAU
Chef du Bureau
"Mise en oeuvre de la politique des structures"
Direction de l'aménagement
Ministère de l'agriculture
Paris

GERMANY, FEDERAL REPUBLIC OF - ALLEMAGNE, REPUBLIQUE FEDERALE D' -
ALEMANIA, REPUBLICA FEDERAL DE

Delegate F.J. SPECKS
Ministerialdirigent
Federal Ministry of Food, Agriculture and Forestry
Bonn

Alternate W.A.F. GRABISCH
Ministerialrat
Federal Ministry of Food, Agriculture and
Forestry
Bonn

Alternate H. HENGSTENBERG VON BORSTELL
Wirtschaftsreferent
Embassy of the Federal Republic of Germany
Athens

Alternate G. SCHMIEDEL
Regierungsdirektor
Federal Ministry of Food, Agriculture and Forestry
Bonn

Alternate J. HEITMANN
Oberregierungsrat
Federal Ministry of Food, Agriculture and Forestry
Bonn

GREECE - GRECE - GRECIA

Delegate A. KANELLOPOULOS
Minister of Agriculture
Athens

Alternate C. GRAMMATIDIS
Vice-Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Athens

Alternate C. KARAPIPERIS
Vice-Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Athens

Alternate G. TZITZICOSTAS
President of the Greek National FAO Committee
Athens

Alternate	Z. FOUFAS General Secretary Ministry of Agriculture Athens
Alternate	A.G. EXARCHOS Ambassador Permanent Representative of Greece to FAO Rome
Alternate	S. MITSOPOULOS Ambassador Director of International Economic Organizations Division Ministry of Foreign Affairs Athens
Associate	M.A. PAPAGEOURGIOU Ambassador Ministry of Foreign Affairs Athens
Associate	G. KONSTAS Counsellor International Economic Organizations Division Ministry of Foreign Affairs Athens
Associate	E. CAROKIS International Economic Organizations Division Ministry of Foreign Affairs Athens
Associate	N. SALTAS Alternate Permanent Representative of Greece to FAO Rome
Associate	I. KINNAS Counsellor International Economic Organizations Division Ministry of Foreign Affairs Athens
Adviser	S. SOLTAS Director-General General Direction of Forestry Ministry of Agriculture Athens
Adviser	E. ZACHAROPOULOS Director General General Direction of Land Reclamation Ministry of Agriculture Athens
Adviser	L. ANANIKAS Professor University of Thessaloniki Faculty of Agriculture and Forestry Thessaloniki

Adviser	N. VASSILIOU Deputy Director-General Agricultural Extension and Planification Division Ministry of Agriculture Athens
Adviser	P. DRAGONAS Deputy Director General Veterinary Division Ministry of Agriculture Athens
Adviser	A. CHLICHLIAS Deputy Director General Agricultural Research Division Ministry of Agriculture Athens
Adviser	V. ARGYROPOULOS Deputy Director General Animal Production Division Ministry of Agriculture Athens
Adviser	C. HATZIASLANIS Agronomist Director Plant Reproduction and Fertilizers Directorate Ministry of Agriculture Athens
Adviser	G. SAVVAS Director Animal Production Division Ministry of Agriculture Athens
Adviser	N. PSARROS Horticulture Directorate Ministry of Agriculture Athens
Adviser	D. VROGISTINOS Agricultural Extension Directorate Ministry of Agriculture Athens
Adviser	A. KOUIS Agricultural Extension Directorate Ministry of Agriculture Athens
Adviser	Miss M. PAVELLA Director Home Economics Directorate Ministry of Agriculture Athens

Adviser	J. PROKOPIOU Agricultural Research Division Ministry of Agriculture Athens
Adviser	X. VERGINIS Director Agricultural Economy and International Relations Division Ministry of Agriculture Athens
Adviser	S. PERISTERIS Director Land Structure and Group Farming Directorate Ministry of Agriculture Athens
Adviser	D. COSTACOPOULOS Director Directorate of Fisheries Ministry of Agriculture Athens
Adviser	M. KAPSOULAKIS Director Greece-EEC Relations Division Ministry of Agriculture Athens
Adviser	Mrs. I. ECONOMIDOU Veterinary Division Ministry of Agriculture Athens
Adviser	M. MARAGOUDAKIS Agricultural Economy and International Relations Division Ministry of Agriculture Athens
Adviser	Miss Z. PAPADOPOULOU Agricultural Economy and International Relations Division Ministry of Agriculture Athens
Adviser	Miss M. XIROUCHAKI Agricultural Products Processing and Markets Directorate Ministry of Agriculture Athens
Adviser	G. SAKKAS General Directorate of Forestry Ministry of Agriculture Athens
Adviser	Mrs. P. LAGOU Director Employment Division Organization for Manpower Employment Athens

HUNGARY - HONGRIE - HUNGRIA

Delegate T. LAKATOS
Vice-Minister for Agriculture and Food
Chairman of the Hungarian National Committee for
UN Food and Agriculture Organizations
Budapest

Alternate I. OZORAI
Secretary-General
Hungarian National Committee for UN Food and
Agriculture Organizations
Budapest

Alternate G. FARKASDI
Deputy Head of Department
Ministry of Agriculture and Food
Budapest

Alternate G. FEKETE
Counsellor
Ministry for Foreign Affairs
Budapest

Alternate P. VANDOR
Permanent Representative of Hungary to FAO
Embassy of the Hungarian People's Republic
Rome

ICELAND - ISLANDE - ISLANDIA

Delegate P. JONSSON
Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Reykjavik

Alternate B. SIGURBJOERNSSON
Director of the Icelandic Agricultural
Research Institute
Reykjavik

IRELAND - IRLANDE - IRLANDA

ISRAEL

Delegate A. SHARON
Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Jerusalem

Alternate S. POHORYLES
Director
Rural Planning and Development Authority
Ministry of Agriculture
Jerusalem

Alternate A. SHOKET
Counsellor
Israeli Diplomatic Representation
Athens

Alternate J. ELRAZ
Ministry of Agriculture
Biet Zouri
Tel Aviv

Alternate D. NAHLIELI
Ministry of Agriculture
Jerusalem

Alternate Z. NAVON
Ministry of Agriculture
Jerusalem

ITALY - ITALIE - ITALIA

Délégué F. FABBRI
Sous-Secrétaire à l'agriculture
Ministère de l'agriculture et des forêts
Rome

Suppléant G. PELLIZZI
Prof. Génie rural
Conseil national de la recherche
Milan

Suppléant M. FUGAZZOLA
Conseiller
Ministère des affaires étrangères
Rome

LUXEMBOURG - LUXEMBURGO

MALTA - MALTE

NETHERLANDS - PAYS BAS - PAISES BAJOS

Delegate J. SONNEVELD
Minister Plenipotentiary of the Netherlands to FAO
Rome

Alternate N. SLOT
Cabinet Adviser for International Affairs
Ministry of Agriculture and Fisheries
The Hague

Alternate P. SLOT
Research Inspector
Land Reform Service
Ministry of Agriculture and Fisheries
Utrecht

Alternate C.J.A.M. De BONT
Economist
Agricultural Board
The Hague

Alternate L. HARTMAN
Agricultural Counsellor
Embassy of the Kingdom of the Netherlands
Athens

Associate JORNA
Agricultural Attaché
Embassy of the Kingdom of the Netherlands
Athens

NORWAY - NORVEGE - NORUEGA

Delegate O. ØKSNES
Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Oslo

Alternate E. MYKLAND
Head of Division
Ministry of Agriculture
Oslo

Alternate S. HAGEN
First Secretary
Alternate Permanent Representative of Norway to FAO
Royal Norwegian Embassy
Rome

POLAND - POLOGNE - POLONIA

Delegate A. KACALA
Deputy Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Warsaw

Alternate M. EJMA-MULTANSKI
First Secretary
Polish Embassy
Athens

Adviser Ms. M. PIOTROWSKA
Adviser, Polish FAO National Committee
Warsaw

PORTUGAL

Delegate A.J.B. CARDOSO E CUNHA
Minister of Agriculture and Fisheries
Ministry of Agriculture and Fisheries
Lisbon

Alternate	A. LOPES RIBEIRO Director of the Office for International Cooperation Ministry of Agriculture Lisbon
Alternate	R. MEIRA-FERREIRA Counsellor Permanent Representative of Portugal to FAO Rome
Alternate	A. BARRETO LARA Director Ministry of Agriculture Lisbon L. CAPOULAS SANTOS Ministry of Agriculture and Fisheries Lisbon
Adviser	A. de ALARCAO Fundação Gulbenkian Oeiras Lisbon

ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA

Délégué	D. VASILIU Vice-Président Comité national roumain de la FAO Bucarest
Suppléant	P. CELAN Conseiller Ministère des affaires étrangères Bucarest
Suppléant	N. DIMITRIU Secrétaire général Comité national roumain pour la FAO Bucarest
Conseiller	D. NICOLAE Troisième Secrétaire Ambassade de Roumanie Athènes

SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA

Delegado	L. MEDINA Servicio Exterior Agrario Ministerio de Agricultura Madrid
Suplente	J. MIRANDA DE LARRA Representante de España ante la FAO Roma

Suplente	J. ARMADA Ministro Consejero Embajada de España Atenas
Suplente	M. CHAVES SANCHEZ Director Centro de Edafología Representante del C.S.I.C. en FAO Sevilla
Adjunto	J. GARCIA DEL CASTILLO Jefe Asesor Secretario Ministerio de Agricultura Madrid
Asesor	J. ALVAREZ GONZALEZ Subdirector de Promoción Servicio de Extensión Agraria Ministerio de Agricultura Madrid
Asesor	J.M. ESTEBAN Secretaría General Técnica Ministerio de Trabajo Madrid
Asesor	M. BUENO Jefe Gabinete Técnico Ministerio de Agricultura Madrid
Asesor	F. CRUZ-CONDE Jefe Estudios Prospectivos FORPPA Madrid

SWEDEN - SUEDE - SUECIA

Delegate	I. WIDEN Director-General Swedish Board of Agriculture Chairman of the Swedish National FAO Committee Jönköping
Alternate	S. DE MARE Head of Section Ministry of Agriculture Secretary General of the Swedish National FAO Committee Stockholm
Alternate	H.O. DUSELIUS Head of Division Swedish Board of Agriculture Jönköping

Adviser
G. ERICSSON
Counsellor
Development Cooperation
Swedish Embassy
Dar-es-Salaam

SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA

Délégué
J-C. PIOT
Directeur de l'Office fédéral de l'agriculture
Président du Comité national suisse de la FAO
Berne

Suppléant
T. GLASER
Conseiller agricole
Représentant permanent de la Suisse auprès de la FAO
Ambassade de la Confédération suisse
Rome

Suppléant
R. BRUGGER
Secrétaire du comité national suisse de la FAO
Office fédéral de l'agriculture/DFEP
Berne

Suppléant
C. DARBELLAY
Directeur-adjoint de l'Institut d'économie
rurale de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich
Charrat

TURKEY - TURQUIE - TURQUIA

Delegate
I. BIRSEL
Counsellor of the Minister of Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Ankara

Associate
Ms. I. SARACOGLU
Chief of Section
Ministry of Foreign Affairs
Ankara

UNITED KINGDOM - ROYAUME UNI - REINO UNIDO

Delegate
W.T. BARKER
Head
External Relations Division
Ministry of Agriculture, Fisheries and Food
London

Alternate
A.B. CAWTHORN
Principal
External Relations Division
Ministry of Agriculture, Fisheries and Food
London

YUGOSLAVIA - YUGOSLAVIE

Delegate	S. NIMANI Assistant to the President Federal Committee of Agriculture Belgrade
Alternate	V. STIPETIC President National FAO Committee Belgrade
Associate	M. ZJALIC Minister Counsellor (FAO) Permanent Representative of Yugoslavia to FAO Embassy of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia Rome
Adviser	M. GAVRILOVIC Embassy of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia Athens
Adviser	M. KELIC Embassy of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia Athens
Adviser	S. YUBOMIR Officer in the Committee of Foreign Relations Federal Committee of Agriculture Belgrade

OBSERVER NATIONS - ETATS OBSERVATEURS - ESTADOS OBSERVADORES

FAO Member Nations from other regions
Etats Membres de la FAO d'autres régions
Estados Miembros de la FAO de otras regiones

UNITED STATES OF AMERICA - ETATS-UNIS D'AMERIQUE - ESTADOS UNIDOS DE AMERICA

R. SORENSON
Minister Counsellor for FAO Affairs
Permanent Representative of the United States of America
to FAO
Embassy of the United States of America
Rome

J.C. DUMMORE
U.S. Department of Agriculture
Economics and Statistics Service
International Economics Division
Washington D.C.

A. GUROFF
Attaché for FAO Affairs
Alternate Permanent Representative of the United States
of America to FAO
Embassy of the United States of America
Rome

Member Nations of the United Nations
Etats Membres des Nations Unies
Estados Miembros de las Naciones Unidas

GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC - REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE -
REPUBLICA DEMOCRATICA ALEMANA

J. SCHRADER
Ministry of Agriculture, Forestry and Food Economy
Berlin

HOLY SEE - SAINT-SIEGE - SANTA SEDE

Mgr. A. FERRARI-TONIOLO
Permanent Observer of the Holy See to FAO

REPRESENTATIVES OF THE UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES
REPRESENTANTS DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPECIALISEES
REPRESENTANTES DE LAS NACIONES UNIDAS Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS

UNITED NATIONS ECONOMIC COMMISSION FOR EUROPE
COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE
COMISION ECONOMICA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EUROPA

E. KALKKINEN
Director
Joint FAO/ECE Agriculture and Timber Division (JEUR)
Geneva

R. PLANTIER
Economist
Joint FAO/ECE Agriculture and Timber Division (JEUR)
Geneva

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (UNDP)
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)
PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL DESARROLLO (PNUD)

H.W. KAMBERG
UNDP Resident Representative
Athens

N. COUSSIDIS
Programme Officer
UNDP, Athens

WORLD FOOD PROGRAMME (WFP)
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)
PROGRAMA MUNDIAL DE ALIMENTOS (PMA)

G.N. VOGEL
Executive Director
Rome

D. SINTOBIN
Deputy Director
Resources Management Division
Rome

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT (IFAD)
FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)
FONDO INTERNACIONAL DE DESARROLLO AGRICOLA (FIDA)

A. ORDOOBADI
Assistant President
General Affairs Department
Rome

INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY (IAEA)
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE (AIEA)
ORGANISMO INTERNACIONAL DE ENERGIA ATOMICA (OIEA)

D.A. LINDQUIST
Joint FAO/IAEA Division of Atomic Energy in Food and Agriculture
Vienna

WORLD FOOD COUNCIL (WFC)
CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION
CONSEJO MUNDIAL DE LA ALIMENTACION

E. NEU
Vice-President of the WFC
Berlin

P. MARKOV
Senior Economist
Rome

EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY
COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE
COMUNIDAD ECONOMICA EUROPEA

P. PIGNOT
Chef de Division
Chargé des ONG
Bruxelles

B. SUSSMILCH
Administrateur principal
Bruxelles

OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE
CONSEJO DE EUROPA

E. PAPAEFSTRATIOU
Member of Greek Parliament and of
the Parliamentary Assembly
Athens

ORGANIZATION FOR ECONOMIC COOPERATION AND DEVELOPMENT (OECD)
ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE)
ORGANIZACION DE COOPERACION Y DESARROLLO ECONOMICOS (OCDE)

F. POPPING
Principal Administrator
Agricultural Policies Division
Paris

OBSERVERS FROM NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES
OBSERVADORES DE ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES

INTERNATIONAL COMMISSION OF AGRICULTURAL ENGINEERING (ICAE)
COMMISSION INTERNATIONALE DU GENIE RURAL (CIGR)
COMISION INTERNACIONAL DE INGENIERIA RURAL

S. KYDONIATIS
Professeur
Université Technique Nationale d'Athènes
Délégué national de la Grèce à la CIGR
Athènes

INTERNATIONAL CONFEDERATION OF FREE TRADE UNIONS (ICFTU)
CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES (CISL)
CONFEDERACION INTERNACIONAL DE ORGANIZACIONES SINDICALES LIBRES (CIOSL)

J. BOSKAINOS
Executive Board Member of the Greek General Confederation
of Labour and Deputy Secretary of the Greek Federation of
Agricultural Cooperatives
Brussels

Ms. M.T. GUICCIARDI
Permanent Representative of ICFTU to FAO
Rome

INTERNATIONAL FEDERATION OF AGRICULTURAL PRODUCERS (IFAP)
FEDERATION INTERNATIONALE DES PRODUCTEURS AGRICOLES (FIPA)
FEDERACION INTERNACIONAL DE PRODUCTORES AGRICOLAS (FIPA)

D. KING
Secretary for European Affairs
Paris

V. DE SANTIS
Expert FIPA
Bruxelles

C. AMIS
Président, Comité consultatif pour les problèmes sociaux des
exploitants agricoles et leur famille
Paris

S. PALLADINO
Adviser
Rome

S. O'BRIEN
Expert FIPA
Dublin

INTERNATIONAL FEDERATION OF HOME ECONOMICS (IFHE)
FEDERATION INTERNATIONALE POUR L'ECONOMIE FAMILIALE (FIEF)
FEDERACION INTERNACIONAL DE ECONOMIA FAMILIAR (FIEF)

Mrs. M. PAVELLA
Member of the Executive Committee
Athens

INTERNATIONAL FEDERATION OF PLANTATION, AGRICULTURAL AND ALLIED WORKERS (IFPAAW)
FEDERATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DES PLANTATIONS DE L'AGRICULTURE ET
DES SECTEURS CONNEXES (FITPASC)
FEDERACION INTERNACIONAL DE TRABAJADORES DE LAS PLANTACIONES AGRICOLAS Y SIMILARES
(FITPAS)

T. BAVIN
President
Geneva

J. VARGAS
Assistant to the General Secretary
Geneva

W. LOJEWSKI
IFPAAW Vice-President for Europe
Wilhelmshöhe
Federal Republic of Germany

U. LAMAGNI
Secretary
European Federation of Agriculture
Brussels

G. MANTOVANI
International Secretary, FISBA
Rome

W. CONTESSI
National Secretary, FISBA
Rome

INTERNATIONAL UNION OF FAMILY ORGANIZATIONS (IUFO)
UNION INTERNATIONALE DES ORGANISMES FAMILIAUX (UIOF)
UNION INTERNACIONAL DE ORGANISMOS FAMILIARES (UIOF)

A. DUFFAURE
Représentant permanent auprès de la FAO
Délégué auprès de la FAO pour les organismes familiaux
Paris

TRADE UNIONS INTERNATIONAL OF AGRICULTURAL, FORESTRY AND PLANTATION WORKERS (TUIAFPW)
UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DE L'AGRICULTURE, DES FORETS ET
DES PLANTATIONS (UISTAFP)
UNION INTERNACIONAL DE SINDICATOS DE TRABAJADORES DE LA AGRICULTURA, DE LOS BOSQUES Y
DE LAS PLANTACIONES (UISTABP)

G. LAUGIER
Secrétaire général de l'UISTAFP
Prague

WORLD FEDERATION OF TRADE UNIONS (WFTU)
FEDERATION SYNDICALE MONDIALE (FSM)
FEDERACION SINDICAL MUNDIAL (FSM)

Ms. Z. INDRUCHOVA
Department for Relations with Intergovernmental Organizations
Prague

HOST GOVERNMENT SECRETARIAT
SECRETARIAT DU PAYS HOTE
SECRETARIA DEL PAIS HOSPEDANTE

Liaison Officers
Fonctionnaires chargés de la liaison
Oficiales de Enlace

X. VERGINIS
Ms. K. PAPACHRISTOPOULOU

Assistant Liaison Officer
Fonctionnaire adjoint chargé de la liaison
Asistente del Oficial de Enlace

A. SIMATOS

Transport Officers
Chargés du transport
Encargados del transporte

P. STAVRINDIS
K. SALAPAS

Press Officer
Chargé de la presse
Encargado de la prensa

A. GALANOS

Protocol Officer
Chargé du protocole
Oficial de Protocolo

M. MARAGOUDAKIS

CONFERENCE SECRETARIAT
SECRETARIAT DE LA CONFERENCE
SECRETARIA DE LA CONFERENCIA

Secretary of the Conference
Secrétaire de la Conférence
Secretario de la Conferencia

B. BIET

Conference Affairs Officer
Administrateur de Conférence
Oficial de Asuntos de la Conferencia

B. LINLEY

Reports Officer
Chargé des rapports
Oficial de Informes

A. REGNIER

Information Officer
Chargé d'information
Oficial de Información

G. DE SABATINO

Documents Officer
Documentaliste
Encargada de Documentos

Mrs. S. OCCHIPINTI-NAVARRETE

Translators
Traducteurs
Traductores

M. DE FRANCISCO
Mrs. J. DI CESARE
Mrs. A. VON SUCHENKO

Interpreters
Interprètes
Intérpretes

C.H. BIASS
Mrs. R.M. BORLAT
Mrs. E. BURIAN
S. CHAVES
Mrs. L. DE WAL
J. DROWSKI
Miss C. FAIVRE-PIERRET
Mrs. B. FISHER
R. LEISING
Mrs. R. LINENBERG
F. PIRAUD
Mrs. M. SCHNEIDER-SEIFERT
A. SOLE-LERIS
Mrs. J. WEBER-SOMMERMANN
Mrs. G. WHYTE
Mrs. S. ZIEGLER

Secretaries
Secrétaïres
Secretarias

Mrs. M. CHERKI
Mrs. D. CORVEST-PROSCIA
Miss G. DI BERNARDO
Mrs. M. FIORI-LUCA
Mrs. G. MALINIAK-GREGNANIN
Mrs. G. NOSTI
Mrs. S. WRIGHT-BENVENUTO

Equipment technicians

A. COLUCCINI
M. ONOFRI

FAO OFFICIALS - FONCTIONNAIRES DE LA FAO - FUNCIONARIOS DE LA FAO

E. SAOUMA	Director-General Directeur général Director General
G.E. BILDESHEIM	Regional Representative for Europe Représentant régional pour l'Europe Representante Regional para Europa
E.M. WEST	Assistant Director-General, and Director, Office of Programme, Budget and Evaluation, ODG Sous-Directeur général, Directeur du Bureau du programme, du budget et de l'évaluation, ODG Subdirector General, y Director, Oficina del Programa, del Presupuesto y de Evaluación, ODG
Ms. A.K. BINDER	Chief, Food Security Information, ESC Chef, Service de la sécurité et de l'information alimentaires, ESC Jefe, Información para la Seguridad Alimentaria, ESC
A. CHRISTODOULOU	Senior Officer, Land Reform Planning, ESH Fonctionnaire principal, Planification de la réforme agraire, ESH Oficial Superior, Planificación de Reforma Agraria, ESH
S. DE MISTURA	Attaché de Cabinet, ODG Agregado de Gabinete, ODG
E. KALKINEN	Director, Joint FAO/ECE Agriculture and Timber Division, JEUR Directeur, Division mixte CEE/FAO de l'agriculture et du bois, JEUR Director, División Mixta CEPE/FAO de la Agricultura y de la Madera, JEUR
R. PLANTIER	Economist, JEUR Economiste, JEUR Economista, JEUR
S. STAMPACH	Assistant to Regional Representative, REUR Adjoint au Représentant régional, REUR Asistente del Representante Regional, REUR

LISTE DES DOCUMENTS

		<u>Point de l'ordre du jour</u>
ERC/80/1	Ordre du jour provisoire	3
ERC/80/1(a)	Ordre du jour provisoire annoté	3
ERC/80/2	Examen et suivi dans la région des actions découlant du Programme d'action de la CMRADR	7
ERC/80/3	Incidences régionales de l'action internationale visant à renforcer la sécurité alimentaire mondiale	8
ERC/80/4	Problèmes et politiques de la main-d'oeuvre agricole dans la région européenne	9
ERC/80/4(a)	Résumés des rapports nationaux	9
ERC/80/5	Examen des activités européennes	10
ERC/80/6	Représentation de l'Europe au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)	11

Série ERC/80/INF

ERC/80/INF/1	Note d'information	
ERC/80/INF/2 -Rév.1	Calendrier provisoire	
ERC/80/INF/3	Liste provisoire des documents	
ERC/80/INF/4 -Rév.1	Liste provisoire des participants	
ERC/80/INF/5	Projets régionaux de développement de la pêche et de l'aquaculture en Méditerranée	

Série ERC/80/CONF

ERC/80/CONF/1	Allocution du Directeur général de la FAO	4
---------------	---	---

ALLOCUTION DE MONSIEUR EDOUARD SAOUMA, DIRECTEUR GENERAL

C'est pour moi un vif plaisir de prendre la parole devant la douzième Conférence régionale pour l'Europe, réunie dans cette ville historique d'Athènes, à quelques pas de l'Acropole, symbole de la civilisation et de la démocratie.

Avant tout, je tiens à exprimer la gratitude de la FAO au gouvernement et au peuple de la République de Grèce pour la généreuse hospitalité qui nous est ici prodiguée, ainsi que pour la qualité des installations et les services de tout premier ordre mis à notre disposition dans ce cadre magnifique du Zappeion.

Mes collaborateurs et moi-même avons été particulièrement sensibles à la chaleur de cet accueil qui témoigne de la confiance de la Grèce en notre Organisation et de son soutien aux objectifs qu'elle poursuit. La présence de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, il y a quelques instants à l'ouverture de la Conférence, a été pour la FAO un honneur insigne dont je le remercie très vivement.

Je voudrais aussi saisir cette occasion pour féliciter Son Excellence M. A. Kanellopoulos, Ministre de l'agriculture, pour son élection unanime à la présidence de cette conférence. En élisant à cette haute charge une personnalité aussi éminente et qualifiée, cette assemblée a assuré à ses débats les meilleures chances de succès. Enfin, je souhaite la bienvenue et j'exprime mes remerciements à Leurs Excellences les Ministres, Chefs et Membres de délégation ici rassemblés, ainsi qu'aux distingués observateurs et représentants des organisations internationales et régionales avec lesquelles la FAO coopère très étroitement. Je désire, en particulier, exprimer ma satisfaction pour la coopération très fructueuse qui s'est développée avec la Commission économique pour l'Europe, avec la collaboration de laquelle la présente conférence est organisée.

Monsieur le Président,

Un séjour en Grèce est toujours plus qu'un simple plaisir. C'est un retour à une des sources les plus fécondes de la pensée, un des hauts-lieux où s'est élaborée la culture occidentale et où se sont ébauchées les premières formes de gouvernement démocratique. Ses philosophes y ont mis l'accent sur l'homme et la cité, sur l'homme dans la cité. C'est pourquoi ils parlent encore tellement à l'intelligence et à l'esprit de nos contemporains.

Platon, dans sa théorie des idées, a exalté la notion du bien. Il entendait par là le comportement réfléchi des individus, mais aussi la sagesse de gérer la chose publique dans l'intérêt de tous les citoyens. Ce serait, sans doute, la vertu suprême qu'il nous conseillerait le plus vivement de rechercher aujourd'hui, en l'étendant du niveau d'alors, la cité, à celui d'aujourd'hui, la communauté internationale.

La question qu'il se poserait serait probablement: avons-nous progressé dans ce sens?

En tant que Directeur général de la FAO, me référant à ce bien, précieux entre tous, qu'est le droit de se nourrir décemment, je suis navré de reconnaître que nous sommes loin du compte.

Des masses innombrables en sont privées. On estime, en effet, que 400 à 500 millions d'individus souffrent de faim et de malnutrition dans le tiers monde et ce fléau continue à s'étendre de jour en jour. En réalité, la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde est des plus préoccupantes. Comment est-ce possible?

Situation alimentaire mondiale

D'abord, la faim est la conséquence directe de la pauvreté qui met les populations concernées dans l'incapacité d'acheter la nourriture dont elles ont besoin. Elle est ainsi le reflet d'une inégale répartition du revenu national que seules de sérieuses réformes de structure pourraient corriger.

Elle provient aussi de la faiblesse de la production agricole dans les pays en développement. La réalité est celle d'une croissance agricole insuffisante par rapport à une demande très vive, stimulée par l'expansion démographique et un relèvement progressif des revenus individuels, principalement dans les villes. Le problème apparaît dans toute sa tragique ampleur quand on pense que la planète comptera, d'ici la fin du siècle, deux milliards d'individus en plus, dont 90 pour cent verront le jour dans les pays pauvres. La demande de produits agro-alimentaires pourrait ainsi plus que doubler durant les vingt prochaines années.

Au cours de la dernière décennie, le taux de croissance de la population des pays en développement a été supérieur à celui de la production agricole. La production par tête a décliné dans pas moins de 61 pays en développement. Dans 15 d'entre eux, elle n'a pas seulement régressé par habitant, mais même en termes absolus, c'est-à-dire que ces pays ont produit moins en 1979 qu'en 1970.

L'an dernier, la production agricole des pays en développement n'a progressé que de 1,3 pour cent, performance inférieure de moitié au rythme d'expansion démographique. En 1980, la dégradation des approvisionnements alimentaires s'est encore accentuée, et l'on craint une chute de production céréalière de quelque 14 millions de tonnes dans les pays les plus pauvres.

Enfin, ces déficiences structurelles de l'agriculture du tiers monde sont fréquemment aggravées par des situations d'urgence. Celles-ci se sont, hélas, multipliées ces derniers temps: cataclysmes naturels, cyclones, sécheresse, inondations, auxquels les tropiques sont malheureusement plus sujets que les zones tempérées, mais aussi conflits et guerres civiles entraînant un afflux lamentable de réfugiés dont la prise en charge par les pays voisins ne fait qu'empirer la situation alimentaire.

Cas particulier de l'Afrique

A ce point, je voudrais me référer en particulier au cas, vraiment alarmant, de l'Afrique.

La situation alimentaire s'y est, en effet, terriblement dégradée au cours de ces deux dernières décennies et inspire la plus vive inquiétude. La production alimentaire s'y accroît de moins de 2 pour cent l'an alors que l'expansion démographique y est de 3 pour cent environ. Elle diminue donc par habitant et l'Africain moyen dispose aujourd'hui de 10 pour cent de nourriture en moins qu'il y a dix ans. Il est de la sorte, de jour en jour, moins bien nourri et ses rations alimentaires sont tombées en moyenne au-dessous du minimum requis. La gangrène de la faim s'étend et des famines localisées sont toujours fortement à craindre, notamment parmi les millions de réfugiés et de personnes déplacées.

Récemment, j'ai été contraint de lancer un véritable cri d'alarme et de convoquer d'urgence, le 19 de ce mois, une réunion de donateurs potentiels en vue de mobiliser une assistance massive et rapide aux nombreux pays de ce continent durement frappés par des circonstances anormales.

Une sécheresse prolongée afflige gravement une bonne partie du Sahel, Djibouti, le sud de l'Ethiopie. La Somalie doit faire face au double fléau de pluies tardives et irrégulières et de la plus grande concentration de réfugiés au monde. Les troubles au Tchad et l'afflux de personnes déplacées au Soudan et au Cameroun y créent une situation très difficile. L'Afrique de l'Est souffre d'une sécheresse persistante et les perspectives de récolte en 1980 sont sévèrement compromises. Tout le monde a connaissance, à travers la presse et la télévision, de la famine tragique qui sévit en Ouganda; le Kenya et la Tanzanie, qui étaient pourtant autosuffisants ces dernières années, sont aujourd'hui menacés de graves pénuries. En Afrique australe, l'Angola, le Botswana, le Malawi, le Mozambique, la Zambie, le Zimbabwe souffrent, aux aussi, d'une sécheresse aiguë qui compromet leur approvisionnement. Bref, où que vous portiez votre regard sur ce continent, les motifs de préoccupation ne manquent pas.

Certes, l'Afrique est consciente de cette situation et ce fut réconfortant pour moi de constater, lors du Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat de l'OUA à Lagos fin avril de cette année, sa volonté de redresser la barre, en comptant d'abord sur elle-même, en prenant en main son propre destin. D'ailleurs, ceux qui ont progressé jusqu'ici sont ceux qui ont défini une ligne de conduite claire et poursuivi des priorités précises pour eux-mêmes et pour l'aide provenant de l'extérieur. J'ai, en tout cas, noté avec plaisir la volonté délibérément affirmée des pays africains d'accorder dorénavant la première priorité à l'agriculture. Cette affirmation politique, prise au plus haut niveau, doit maintenant servir de référence aux aides bilatérales et multilatérales pour allouer à ce secteur une part plus grande des ressources disponibles.

Dépendance alimentaire

Monsieur le Président,

La faiblesse généralisée de l'agriculture dans le tiers monde, que je viens de décrire rapidement, outre les souffrances individuelles qu'elle occasionne, a une autre conséquence extrêmement grave pour l'avenir: la dépendance vis-à-vis de l'extérieur des pays qui sont obligés de procéder à des achats croissants de denrées, denrées au surplus que les conditions climatiques ne leur permettent bien souvent pas de produire. Selon les prévisions de la FAO, les pays en développement devront importer en 1980 quelque 88 millions de tonnes de céréales, dont près de 90 pour cent en provenance d'un petit nombre de pays développés dont ils pourraient vite devenir des obligés. C'est leur liberté d'action qui est en jeu. Quand on pense que les pays du tiers monde, pris globalement, étaient exportateurs nets de céréales avant la seconde guerre mondiale, on mesure la dégradation ainsi intervenue.

En 1979, leurs dépenses d'importations céréalières ont atteint près de 17 milliards de dollars, absorbant à elles seules le tiers des recettes qu'ils tirent de leurs exportations agricoles. Comment financer de tels montants sans compromettre de manière durable le développement économique de ces pays? Des dispositions s'imposent d'urgence, car sans facilités de prêts à conditions avantageuses, de nombreux pays déficitaires à faible revenu ne pourront tout simplement pas procéder à ces achats, aggravant ainsi douloureusement l'état de malnutrition de leur population. C'est la raison pour laquelle j'ai récemment suggéré au FMI la mise en place d'un soutien supplémentaire à la balance des paiements des pays obligés d'importer de grandes quantités d'aliments. Il s'agirait d'un mécanisme de financement alimentaire dans le genre de celui adopté pour l'importation des produits pétroliers.

Une aide accrue au développement de l'agriculture

Je n'ai pas cherché jusqu'ici, par souci de l'effet, à forcer la dose, mais j'ai cru nécessaire de décrire, sans complaisance, les perspectives peu encourageantes à court terme de l'alimentation dans le monde.

Les causes profondes ne tiennent pas seulement à la nature ingrate des choses. Elles sont aussi d'ordre politique: dans la trop faible attention accordée à l'agriculture et à la promotion du monde rural par bon nombre de pays du tiers monde; dans l'insuffisance de l'aide publique au développement et de l'aide alimentaire de la part des pays riches et le durcissement des barrières protectionnistes qui font obstacle à l'expansion du commerce extérieur des pays en développement.

De toute évidence, ceux-ci peuvent accroître substantiellement leur production alimentaire et agricole, à condition d'y attribuer la priorité nécessaire. Ils auront à mobiliser des ressources suffisantes pour l'investissement et à appliquer les politiques, les mesures d'encouragement et les réformes institutionnelles nécessaires pour intégrer les masses rurales dans le processus du développement et améliorer le sort des plus pauvres. Mais un tel redressement exige des investissements massifs que les pays pauvres ne peuvent trouver sur leurs seules ressources. L'aide extérieure reste donc indispensable. Selon notre étude 'Agriculture Horizon 2000', leurs investissements en agriculture devraient doubler dans les 20 ans et l'aide extérieure à ce secteur, qui était en 1977 de l'ordre de 4,3 milliards de dollars, devrait tripler en termes réels d'ici 1990 et quadrupler pour la fin du siècle.

Un bref regard sur les dernières statistiques du CAD ne nous rassure pas à ce sujet. Car, si l'aide publique au développement des pays occidentaux en 1979 s'est accrue en termes réels de 2 pour cent pour atteindre 22,3 milliards de dollars, calculée en pourcentage du produit national brut, elle n'en a pas moins régressé de 0,35 pour cent en 1978 à 0,34 pour cent. Moins de la moitié de l'objectif unanimement fixé à 0.70 pour cent! Seuls le Danemark, les Pays Bas, la Norvège et la Suède ont honoré leurs engagements à cet égard.

Par ailleurs, je voudrais citer une autre donnée qui me paraît particulièrement révélatrice et inquiétante. Selon les premières estimations, le flux total des ressources financières des pays du CAD vers les pays en développement, y compris donc l'aide publique, les flux officiels et privés non concessionnels et les dons du secteur privé, aurait atteint, en 1979, quelque 70,4 milliards de dollars. Ce chiffre peut toutefois être rapproché du montant total du service de la dette des pays en développement pour l'ensemble de leurs créanciers, évalué la même année à 72,3 milliards de dollars. Ainsi donc, les flux financiers totaux dont le tiers monde a pu bénéficier de la part des pays du CAD ont été complètement effacés par le seul service annuel de leur dette.

Je sais que tous les pays développés sont aujourd'hui dans la hantise de l'inflation, de la crise économique, de la récession et qu'ils sont soumis à des contraintes budgétaires sévères. Je crois néanmoins que ce serait une tragique erreur de jugement de faire retomber indûment cette austerité sur les budgets d'assistance, même s'ils sont les plus mollement défendus dans les Conseils de Cabinet. Vos pays dépendent largement de l'extérieur pour leurs matières premières et leurs marchés d'exportation; ils ne peuvent dès lors garantir leur avenir si les pays qui les approvisionnent et leur achètent leurs produits transformés glissent progressivement dans le chaos et l'anarchie. L'interdépendance est aujourd'hui telle qu'une économie en expansion dans le tiers monde est une des conditions d'une économie mondiale dynamique.

Je me permets donc de plaider pour une augmentation massive de l'aide au développement du secteur agricole pour forcer le rythme de la production et couvrir les nécessités alimentaires des pays déficitaires.

Une plus grande sécurité alimentaire mondiale

Ainsi, par les efforts conjugués des pays en développement, mobilisant davantage leurs propres ressources, et des pays développés, augmentant leur aide à l'agriculture, les bases d'une meilleure sécurité alimentaire mondiale pourraient être jetées. Elles font, à ce jour, cruellement défaut.

Je rappellerai, à ce sujet, l'initiative que j'ai prise de proposer un plan d'action sur la sécurité alimentaire mondiale qui a été adopté par la Conférence de la FAO en 1979 et approuvé depuis lors par l'Assemblée générale des Nations Unies. J'espère vivement que tous les pays de votre région prendront les dispositions nécessaires pour le mettre en oeuvre sans délai. Permettez-moi enfin d'insister ici sur deux points d'importance capitale dans les circonstances présentes: l'aide alimentaire et l'aide d'urgence. Il me paraît essentiel, en effet, que l'aide alimentaire soit accrue, non seulement pour atteindre l'objectif des 10 millions de tonnes de céréales, convenu il y a plus de 6 ans et jamais réalisé, mais surtout pour ajuster progressivement ce montant aux besoins réels. En particulier, il faudrait relever les contributions du PAM pour atteindre l'objectif de 1 milliard de dollars en 1981-1982.

D'autre part, les moyens mis à la disposition sur le plan multilatéral pour surmonter les situations d'urgence devraient être adaptés aux exigences. Ainsi, rien que depuis janvier 1980, j'ai reçu - sans parler du Kampuchea - des demandes d'approvisionnement d'urgence de plus de 25 pays.

Comment ferais-je pour répondre pleinement à ces requêtes, ne disposant que des faibles crédits du PAM pour les urgences et des montants aléatoires confiés à la Réserve alimentaire internationale d'urgence créée en 1975 avec un objectif de 500 000 tonnes qui n'a jamais été réalisé?

En réalité, c'est la communauté internationale tout entière qui est dépourvue devant ces calamités. La FAO fait de son mieux pour aider directement les pays affligés et elle tente d'encourager et de mobiliser toutes les aides bilatérales et multilatérales possibles. Mais celles-ci restent précaires et imprévisibles. Les besoins ont pris une telle proportion qu'on ne peut plus se contenter de les colmater, de-ci, de-là, au seul hasard de décisions individuelles plus ou moins promptes. Il y faut un mécanisme multilatéral, connu et bien en place, sur lequel on puisse compter. Vous comprendrez donc pourquoi j'ai récemment proposé de transformer la Réserve alimentaire internationale d'urgence en une véritable convention, dûment signée et ratifiée, de manière à garantir un niveau de ressources convenu et à relever progressivement son volume pour couvrir les besoins réels. Cette question sera discutée le mois prochain par le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire où, j'espère, vous lui ferez bon accueil.

Monsieur le Président,

Un mot enfin, du commerce international qui, lui aussi, contribue à la sécurité alimentaire, dans la mesure où les recettes d'exportation des pays déficitaires leur permettent de financer l'importation des denrées dont ils ont besoin.

A cet égard, je me bornerai à dire que, lors des récentes négociations commerciales multilatérales du GATT, les concessions octroyées ont été bien plus impressionnantes pour les produits industriels que pour l'agriculture. En fait, bien des barrières subsistent encore à l'encontre de produits agricoles d'intérêt majeur pour les pays en développement, et l'escalade des tarifs continue à paralyser l'exportation des produits agricoles transformés. Par ailleurs, la pratique qui se répand des accords d'autolimitation s'apparente subtilement à des mesures de fermeture des frontières.

Il n'est donc pas surprenant que les pays en développement considèrent, ainsi qu'ils l'ont déclaré lors de la Conférence de la FAO en novembre dernier, que leurs intérêts n'ont pas été suffisamment pris en compte. La levée des mesures protectionnistes qui frappent encore les produits exportés par les pays en développement reste pour eux une nécessité vitale.

L'accord finalement réalisé à la CNUCED sur le Fonds commun des produits de base peut cependant être cité comme un développement positif.

Négociations globales

Monsieur le Président,

Tous mes propos jusqu'ici ne visent en fait qu'à une chose: affirmer la nécessité absolue d'un nouvel ordre alimentaire mondial permettant aux pays du tiers monde de se nourrir eux-mêmes et de réduire leur dépendance alimentaire vis-à-vis des pays industrialisés. Sans quoi, il y a fort à craindre que le Nouvel ordre économique international dont on parle tant ne reste à jamais lettre morte.

J'espère, en conséquence, que les moyens techniques et financiers nécessaires seront mobilisés pour la mise en oeuvre effective du chapitre agricole de la nouvelle Stratégie internationale pour le développement et que l'agriculture et l'alimentation recevront la place qui leur revient dans les futures négociations globales nord/sud. La récente session extraordinaire de l'Assemblée générale vient d'en débattre mais, au-delà des bonnes intentions exprimées de toute part, ce qui importera c'est de traduire les décisions dans les faits, de passer à l'action. Je note avec satisfaction que les Chefs d'Etat des sept pays les plus industrialisés ont décidé de consacrer leur prochain sommet, à Ottawa en 1981, aux questions du développement. J'espère que, là encore, les problèmes de la faim et de la malnutrition retiendront l'attention. Des décisions concrètes devraient être prises, dans l'optique du 'programme de survie' suggéré par la Commission Brandt dont, soit dit en passant, je déplore que le rapport ne reçoive pas l'écho qu'il mérite et s'enlise dans l'indifférence générale et l'oubli.

Problèmes européens

Monsieur le Président,

Je m'en voudrais de vous lasser en passant en revue les différents points de votre ordre du jour. J'ai d'ailleurs il y a quelques instants, en traçant à grands traits le tableau général de l'alimentation dans le monde, largement couvert les questions de la sécurité alimentaire et du Programme d'action de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural.

Il est de même inutile que je vous présente l'étude dont vous débattrez sur la main-d'oeuvre agricole dans la région européenne. Elle tente de cerner l'évolution probable de la 'ruralité' en Europe au cours de la présente décennie et met en relief certaines tendances fondamentales, comme l'agriculture à temps partiel et la pluriactivité. Il vous appartiendra d'indiquer si ce type de recherche pourrait déboucher sur des formes concrètes de coopération au niveau de votre région et au-delà, au profit des pays en développement qui se heurtent déjà à des problèmes du même ordre.

Je souhaite, par contre, dire quelques mots sur le rôle de l'Europe à la FAO et les activités européennes de notre Organisation.

Je me félicite, avant tout, du soutien que votre région ne cesse de lui apporter. Vos pays assurent près de la moitié de son budget régulier et sont, en outre, la principale source de contributions bilatérales volontaires. En particulier, les pays scandinaves, plusieurs Etats Membres de la CEE, la Suisse et d'autres apportent des contributions extra-budgétaires substantielles aux programmes spéciaux d'action de la FAO. Ceci permet à cette dernière d'agir directement sur le terrain au bénéfice des pays les plus pauvres.

Je voudrais aussi souligner les excellentes relations de travail qui se sont établies entre la FAO et la CEE, notamment dans le secteur de l'assistance au développement, à travers la pratique de réunions annuelles à haut niveau. Notre coopération est, d'ailleurs, déjà fort bien établie, spécialement pour les aides d'urgence. En avril dernier, j'ai eu plaisir à prendre part aux auditions du Parlement européen sur la faim dans le monde et à voir combien mes préoccupations sur la situation alimentaire étaient largement partagées. J'espère que les débats du Parlement aideront à mobiliser les opinions publiques et à inciter les gouvernements à accroître leur assistance au tiers monde.

Le 1er janvier prochain, avec l'entrée de la Grèce dans la CEE, on parlera d'une Communauté à dix et, d'ici quelques années sans doute avec l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, d'une Communauté à douze. Pour les pays adhérents, et pour l'Europe occidentale en général, c'est un tournant historique de portée considérable. Me trouvant aujourd'hui à Athènes, je ne peux que formuler des vœux pour le bonheur et la prospérité de la Grèce au sein de la CEE élargie. Certes, elle devra résoudre de difficiles problèmes d'adaptation, mais elle acquerra aussi des possibilités nouvelles d'accès à un marché de près de 270 millions d'habitants. L'élargissement à dix, puis à douze, aura des répercussions à l'intérieur de la CEE actuelle, mais aussi sur d'autres pays européens et extra-européens, du fait notamment du caractère concurrentiel des productions de type méditerranéen. J'espère que toutes les précautions seront prises pour en amortir les effets autant que possible.

De par leur place dans la production et la consommation de produits agricoles, les pays socialistes peuvent et doivent jouer un rôle important dans la solution des problèmes de l'agriculture et du développement rural. C'est pourquoi je me réjouis de leur participation active aux efforts de la FAO. Leur contribution est particulièrement significative en ce qui concerne la formation des cadres de nombreux pays en développement, tirant pleinement parti de la diversité et de la richesse de leur expertise dans des domaines très variés. Leur collaboration positive aux réseaux coopératifs européens de recherche doit également être citée.

Mais l'Europe comporte aussi un certain nombre de pays moins avancés qui ont encore besoin d'assistance. La récente décision du Conseil des gouverneurs du PNUD allouant un nouveau programme indicatif européen pour le cycle 1982-1986 en est d'ailleurs la reconnaissance la plus évidente.

La FAO, pour sa part, bien que se concentrant en priorité sur les régions en développement, a toujours déployé en Europe un certain niveau d'activité et continuera de le faire dans la limite des moyens disponibles. Elle agit notamment à travers la Commission européenne d'agriculture et ses groupes, dont la portée des travaux déborde souvent du cadre strictement européen. Elle intervient comme agence d'exécution de projets nationaux ou comme maître d'oeuvre de projets coopératifs aux niveaux régional et sous-régional. Cette dernière forme de coopération devrait être particulièrement prise en compte et soutenue par vos pays, car elle facilite la diffusion des connaissances, le renforcement du potentiel scientifique des institutions nationales, la formation du personnel à moindre coût dans des disciplines variées, le transfert des technologies. Les travaux du Codex Alimentarius présentent également un grand intérêt pour votre région. Enfin, l'aspect formation au profit du tiers monde mérite d'être signalé. Sait-on par exemple que par l'intermédiaire de la FAO, en 1979 seulement, pas moins de 520 ressortissants des pays en développement ont commencé une période de formation en Europe?

Les réseaux coopératifs européens de recherche représentent, eux aussi, une forme de coopération originale à encourager au niveau de votre région, et qui ne cesse de susciter un intérêt chaque jour accru hors d'Europe. A ce jour, 200 institutions de 50 pays, dont 20 en voie de développement, coopèrent au sein des dix réseaux existants, et l'expérience accumulée par ceux-ci commence à servir d'exemple pour d'autres régions. Ce fut récemment le cas en Amérique latine, où l'on a décidé de mettre sur pied un réseau similaire. Ceci montre qu'un projet régional de ce type peut non seulement bénéficier aux pays européens, mais également être profitable aux autres régions en voie de développement.

Energie

En passant en revue les activités européennes, vous évalueriez également les travaux entrepris en ce qui concerne l'énergie en agriculture. Je voudrais, à cet égard, faire quelques brefs commentaires, car l'énergie intéresse l'agriculture au premier chef, que ce soit comme productrice ou comme consommatrice. Or, la nécessité d'ajustements sévères des politiques en raison des niveaux de prix atteints par le pétrole ne fait plus de doute pour personne. Qu'il s'agisse des gouvernements des pays industrialisés, dont l'Europe, ou des pays en voie de développement, les uns et les autres sont maintenant conscients de l'urgence de changements structurels dans ce secteur, visant à en rationaliser l'utilisation et à promouvoir des sources nouvelles et renouvelables d'énergie.

Quelles en seront les répercussions pour l'agriculture? Celle-ci fera-t-elle les frais de la hausse des prix et des restrictions éventuelles, assombrissant davantage encore les perspectives de la production alimentaire et agricole dans le monde? Voilà le risque.

Vous comprendrez donc que l'énergie soit un motif de grande préoccupation pour nous. Trois aspects nous touchent particulièrement: assurer à l'agriculture et au secteur rural la couverture de ses besoins énergétiques; promouvoir la meilleure utilisation possible de l'énergie disponible, grâce à des mesures d'économie, voire des modèles adaptés de production; favoriser de nouvelles sources d'énergie renouvelables, notamment à partir de la biomasse. En ce qui concerne la FAO, je souhaite voir s'intensifier les actions en cours dans le cadre des programmes de terrain ou de la part des divisions techniques du siège et des bureaux régionaux et se dégager progressivement une stratégie globale susceptible d'aider les gouvernements dans leurs efforts pour surmonter ce grave problème. Le prochain programme de travail devrait de la sorte assurer à ce secteur d'activités une place adéquate.

Pour ce qui est de l'Europe, je rappellerai les travaux en cours au sein du Bureau régional. Ils visent, en premier lieu, à faciliter la coopération technique entre les instituts de recherche concernés de votre région, et au-delà; à cet égard, la recommandation de la Commission européenne d'agriculture, en juin dernier, d'établir un réseau coopératif européen de recherche pour le développement des énergies nouvelles et renouvelables pour l'agriculture et la société rurale, recueille tout mon assentiment. Par ailleurs, le projet en cours de discussion avec le PNUD sur les systèmes énergétiques intégrés mérite, me semble-t-il, un soutien technique et financier résolu de votre part.

Monsieur le Président,

Il est temps de conclure. Je vous ai parlé de l'Europe, ce continent aux conditions naturelles, au niveau de développement, aux systèmes économiques et sociaux tellement variés. Cette diversité fait tout l'intérêt de la coopération régionale et la FAO ne peut que l'encourager.

Mais votre région est aussi très largement développée et dispose d'un potentiel scientifique et technologique considérable. C'est pourquoi je vous ai tout d'abord parlé

de la grande misère des pays pauvres. Le monde ne peut plus s'accommoder d'une multitude vivant dans le dénuement absolu, frappant désespérément aux portes de l'abondance. L'Europe peut et doit contribuer à y porter remède. Sans vouloir minimiser ce qui a été réalisé jusqu'ici, j'ai lancé un appel à une assistance encore plus généreuse. Puisse-t-il être entendu, car seul un nouvel ordre plus juste, plus équitable peut, non seulement répondre aux impératifs moraux d'une société évoluée, mais aussi garantir l'avenir et la stabilité du monde. Soyons donc des artisans de cette interdépendance qui doit lier fraternellement les peuples de la terre dans le sentiment d'un même destin!

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite plein succès dans vos travaux.

M-90

ISBN 92-5-201013-0